

**QUESTION NATIONALE ET
RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE
SOUS L'IMPÉRIALISME MODERNE**

**QUESTION NATIONALE ET
RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE
SOUS L'IMPÉRIALISME MODERNE**

Robert Bibeau

L'HARMATTAN
2017

DU MÊME AUTEUR

Comment informatiser l'école

Les Publications du Québec, CNDP, L'Ingénierie
éducative, 1996

Le « projet » de Fatima. Étude psychologique de cas.

Éditions L'Harmattan, Psychanalyse et Civilisations, 2012

Manifeste du parti ouvrier

Éditions Publibook, Essai, 2014

Le narcissisme, névrose d'une époque.

Étude psychologique de cas

Éditions Publibook, Psychologie, 2015

SOMMAIRE

Préface	9
Chapitre 1 Question nationale et révolution prolétarienne	13
Chapitre 2 Ferguson, Minneapolis, Dallas, même combat	25
Chapitre 3 Les marxistes et la question nationale	29
Chapitre 4 Nationalisme et socialisme	43
Chapitre 5 Marxisme, nationalisme et luttes nationales aujourd'hui	63
Chapitre 6 Léninisme ou marxisme ? L'impérialisme et la question nationale	113
Notes	137
Table des matières	141

PRÉFACE

Robert Bibeau

Contrairement aux prétentions des « indépendantistes » et malgré le battage médiatique entourant quelques évènements nationalistes (*Brexit*, référendums catalan et écossais, séparatismes flamand et québécois) la question nationale est de moins en moins présente dans l'esprit du prolétariat international. À vrai dire, il n'y a que la droite et la gauche bourgeoise pour s'enflammer à propos des fadaises nationalistes chauvines. L'approfondissement de la crise économique systémique de l'impérialisme provoque de grands désordres politiques, militaires et sociaux, la résurgence de velléités nationalistes grégaires chez les petits bourgeois est de celles-là, ça passera.

Il faut remonter à *Lénine*, aux bolchéviques et à la Révolution russe pour retracer l'origine de la confusion susciter entre les luttes de libération nationale bourgeoises (dites d'indépendance nationale) et les luttes anticapitalistes internationalistes de la classe prolétarienne. Par la suite, *Staline* a porté l'étendard du national-bolchévisme russe plus haut que celui du national-socialisme allemand et l'URSS a écrasé la puissance allemande des Krupp et des Messerschmitt, avant de s'effondrer à son tour. Après le national-bolchévisme, le national-maoïsme enfourcha le cheval de Troie du nationalisme bourgeois et fit de la lutte entre les « *Trois mondes* » ; le monde « national-impérialiste » des deux superpuissances ; le monde « national-capitaliste » des puissances secondaires et le

monde « national-tiers-mondiste » des pays non-alignés – proies des deux premiers mondes et que la Chine maoïste aurait aimé inféoder –. *Dengue Xiaoping*, le *Staline* chinois, amorça le « *take off* » économique capitaliste en Chine et assura à cette puissance émergente les moyens industriels et financiers de ses ambitions mondialisées. Le malheur du capital chinois est que son ascension survient au moment où le mode de production capitaliste globalisé à son stade impérialiste déclinant – complète sa conquête de la planète. L'impérialisme globalisé ayant atteint son apogée ne peut que décliner. C'est-à-dire que le capital en Chine, en Inde et en Afrique complète la prolétarianisation des derniers paysans semi-féodaux, la conquête des derniers marchés, et la prospection des dernières régions de ressources excentrées. Un siècle après la prédiction de *Lénine*, l'insurrection populaire mondiale est à l'ordre du jour et le prolétariat chinois (et non la paysannerie chinoise comme le pensait *Mao*) pourrait bien donner le coup d'envoi insurrectionnel international. Cette évolution entraîne que la question nationale aura moins d'importance dans la politique mondiale puisque les deux classes qui luttent pour l'hégémonie sont les deux classes sociales nées du développement capitaliste industriel, urbain et global – la classe capitaliste multinationale décadente ; et la classe prolétarienne internationale émergente. De cette guerre de titan naîtra assurément le mode de production prolétarien communiste que nous ne connaissons pas et que le prolétariat devra apprendre à maîtriser, si du moins « l'avant-garde » de la gauche bourgeoise peut se taire et laisser faire la classe ouvrière révolutionnaire.

Dans cet opuscule nous avons rassemblé quelques textes traitant de la question nationale. Certains de ces auteurs adoptent une posture « marxiste » et condamnent

toute position qui, à leur avis, ne correspond pas au canon « marxiste ». Ce comportement sectaire et dogmatique est l'héritage de la II^e, de la III^e et de la IV^e Internationale et de l'intégration de ces organisations à l'appareil d'État bourgeois. La « *bolchévisation* » des organisations de gauche fut marquée par la pratique de l'exclusion des « dissidents » et par la glorification des gourous par leurs estafettes, embrigadées sous le « centralisme démocratique » militarisé, afin de « protéger » la « pureté idéologique » et la loyauté sectaire envers ces magistères éphémères. Qui n'a jamais entendu parler du « *Petit père des peuples* » et du « *Grand Timonier* » ? Cette exclusion, qui a d'abord frappé l'opposition de gauche allemande, hollandaise, polonaise, italienne et française a par la suite infiltrer les sectes issues de cette opposition. Aujourd'hui, chaque secte de gauche pratique l'exclusion, la division et le refus de débattre, isolant farouchement ses partisans de toute influence prolétarienne. Évaluer le niveau de concordance d'une ligne politique de classe avec une référence statutaire, que ce soit *Marx* ou *Engels*, *Boukharine* ou *Lénine*, *Trotsky* ou *Staline*, *Mao* ou *Gramsci*, est une pratique idéologique dogmatique, antimatérialiste dialectique, qui empêche de valider une analyse de classe, et qui parvient à peine à mesurer la conformité d'une idée avec celle d'un dogme sacralisé et figé. Pour notre part, nous n'adhérons à aucune secte, à aucun dogme, totalement inféodé que nous sommes à la classe prolétarienne, à ses intérêts révolutionnaires et à la méthode matérialiste historique et dialectique.

Robert Bibeau. Directeur du webmagazine
<http://www.les7duquebec.com>

CHAPITRE 1

QUESTION NATIONALE ET RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ¹

Robert Bibeau

Nation et État-nation deux étendards de la gauche bourgeoise.

Nation et État-nation sont les formes singulières des rapports de production générés par le mode de production capitaliste (MPC). Quand ce mode de production eut atteint son apogée et que la contradiction fondamentale régissant ce système eut commencé à entraver la valorisation du capital ; quand les rapports de production nationaux apparurent trop étroits pour permettre la reproduction étendue du capital et le développement des forces productives sociales, nation et État-nation devinrent des entraves dont le MPC chercha à se délester, espérant ainsi générer une nouvelle ère de prospérité globalisée. En 1971, l'abrogation des accords de *Bretton Woods* mit fin aux entraves monétaires devant l'impérieuse urgence de libéraliser et de globaliser les échanges internationaux.² Les efforts pour transformer le dollar national américain en devise du commerce international, de même que, par la suite les malversations pour faire émerger l'euro comme devise alternative du commerce mondial, ou encore, les

manigances pour y substituer le yuan national chinois ou les Droits de tirage spéciaux (DTS), démontrent les difficultés du système financier mondialisé.³

Ni la préservation ni la conversion des rapports de production nationaux ne pourront assurer la pérennité de ce mode de production moribond. La contradiction fondamentale qui régit ce système ne se situe pas entre les forces productives internationales et les rapports de production nationaux, mais au sein même des forces productives sociales, entre le capital mort – constant – robotisé et numérisé – déjà valorisé, absorbant le capital vivant – variable – la force de travail social génératrice de plus-value pas encore validée par la mise en marché des produits, c'est là tout le drame de ce mode de production et la limite de son expansion.

La classe prolétarienne internationale ne doit pas se mettre à la remorque des bourgeoisies nationales pour tenter de préserver les rapports de production « nationaux » soumis aux vicissitudes des crises systémiques du capitalisme mondialisé. Les structures nationales bourgeoises, désuètes sont inopérantes devant la crise systémique du mode de production capitaliste. Toutes les structures nationales et/ou multinationales du capitalisme, ONU, CPI, FMI, BM, OCDE, OTAN, Union européenne, Organisation de Coopération de Shanghai, Communauté des États indépendants, sont obsolètes et devront être détruites par l'insurrection populaire. En aucun cas l'État national bourgeois ne peut devenir un agent d'émancipation de la classe prolétarienne. Au contraire, l'État national bourgeois, et l'idéologie nationaliste bourgeoise, qui voudrait le légitimer, sont les ordonnateurs de l'oppression de la classe ouvrière, seule classe révolutionnaire sous le

capitalisme décadent. Depuis l'émergence de l'impérialisme moderne, phase ultime du mode de production capitaliste, les luttes de soi-disant « libération nationale antiimpérialiste » sont des guerres réactionnaires menées par les bourgeoisies nationalistes chauvines pour assurer leur statut de garde-chiourme des intérêts d'une alliance impérialiste contre une autre.

Apogée et déclin de l'impérialisme américain.

Les États-Unis d'Amérique, première puissance impérialiste au XX^e siècle, furent poussés inexorablement contre la France (dont ils acquirent la Louisiane en 1803), contre le Canada (guerre de 1812), contre les restes de l'Empire espagnol (1819), contre le Mexique (1845-1853), puis deux factions du capital américain se tournèrent l'une contre l'autre, la Confédération esclavagiste du Sud, contre l'Union capitaliste du Nord (1861-1865). Plus de 620 000 travailleurs-soldats laissèrent la vie dans cette guerre nationale, puis, l'unité refaite, la marche sanguinaire vers l'Ouest reprit. Plus tard, ils s'attaquèrent à l'Empire commercial et industriel britannique et au Second Empire français qu'ils désintégrérent afin d'imposer l'impérialisme moderne – financier – en lieu et place de l'impérialisme colonial-commercial, ancien, qui ne pouvait survivre puisqu'il provoquait l'ire et les soulèvements constants des bourgeoisies nationales coloniales souhaitant s'affranchir politiquement des métropoles oppressives, afin de se poser en intermédiaires nationaux de l'exploitation de la force de travail locale, livrant eux-mêmes la plus-value à l'impérialisme mondialisé, globalisé. Toutes les guerres de soi-disant « *libération nationale* » portèrent sur ce point crucial : quelle part de l'exploitation du travail salarié local sera accaparée par la bourgeoisie nationale et quelle part

sera versée aux capitalistes étrangers ? C'est ce que le président américain *Théodore Roosevelt* compris avant *Lénine* et les bolchéviques, sentiment nationaliste chauvin que les É.-U. exploitèrent pour déloger les ex-puissances coloniales commerciales concurrentes et y substituer l'impérialisme financier sur lequel *Lénine* a écrit brillamment en spécifiant que même opposé au capitalisme colonial-commercial l'impérialisme financier n'en exploite pas moins la classe prolétarienne, unique productrice de plus-value et ennemie jurée du capitalisme mondialisé.

Quand il apparut évident que les bolchéviques n'entendaient pas partager les fruits de l'exploitation du prolétariat national soviétique avec l'impérialisme occidental, le conflit dégénéra en guerre totale entre l'empire des soviets et l'empire occidental, dirigé d'abord par l'Europe et ensuite par l'Amérique. La guerre à finir entra alors dans une phase qui, après moult mésaventures, se conclut en 1991 avec le triste sire Boris Eltsine, indigne thuriféraire mortuaire de l'Union des républiques socialistes soviétiques.

Pendant un siècle les États-Unis furent les alliées de ces bourgeoisies nationalistes tiers-mondistes (pseudo non-alignées) désirant partager avec les marchands de guerres occidentaux une partie de la plus-value produite localement. Et vous avez vu *Mandela* se pavaner sur les estrades de l'antiapartheid onusien (que les Sud-Africains subissent encore aujourd'hui), *Ho chi Minh*, *Chou en lai*, *Pol Pot*, *Ceausescu*, *Tito*, *Nasser*, *Gandhi*, et les autres, tous heureux de collaborer avec le capital américain, pour obtenir leur pitance nationale, plus abondante que ce que leur proposait *Staline*, *Khrouchtchev* et *Brejnev*, dirigeant d'un empire industriel désuet, préfinancier. Aujourd'hui,

nous voyons *Castro* - le frère de l'autre – qui parcourt son chemin de Canossa afin d'obtenir un saufconduit des États-Unis pour son intégration au mode de production capitaliste.

On ne peut mener une guerre antiimpérialiste qui ne soit aussi une guerre anticapitaliste, antinationaliste et anti bourgeoisie. Toute et chacune de ces luttes de soi-disant libération politique nationale ont mené à la consolidation de factions capitalistes nationalistes et à l'aliénation de la classe prolétarienne nationale. Que ce soit l'*URSS*, la *Chine*, la *Corée du Nord*, le *Vietnam*, le *Cambodge*, l'*Algérie*, *Cuba*, l'*Angola*, le *Nicaragua*, l'*Éthiopie*, les pays de l'Est, l'*Albanie*, l'*Afrique du Sud*, le *Népal* ou la *Palestine*, etc. autant d'expériences nationalistes qui sans l'élimination du mode de production capitaliste, source de toutes les aliénations, ont viré au désastre pour la classe prolétarienne aliénée de ces pays gangrenés et qui doit aujourd'hui se libérer de ses nouveaux geôliers.

Réformes ou révolution ?

Il est vrai cependant que dans de vaines tentatives pour sauver leur capital et leur mode de production moribond la classe capitaliste internationaliste tente de démanteler les anciens rapports de production et les anciennes structures de gouvernance nationale pour les transformer en quelque chose de multinational, mais ayant les mêmes fonctions économiques, politiques, juridiques, diplomatiques et militaires exploiteuses et répressives. Ces transformations de l'appareil de gouvernance impérialiste ne visent pas à transformer l'essence du mode de production capitaliste, mais à l'adapter aux exigences nouvelles de l'économie politique impérialiste moderne.

Les efforts des populistes et des gauchistes pour orienter ces réformes ne constituent pas des contributions au renversement du capitalisme, pas davantage que les artisans *luddites* qui brisaient les machines à filer dans l'Angleterre du XIX^e siècle ne contribuaient à émanciper le prolétariat britannique. Ainsi, le *Brexit* n'est pas une résistance à l'impérialisme étatsunien, mais une adhésion à l'impérialisme chinois, ou une demande de renégociation des ententes avec l'impérialisme européen qui, l'une comme l'autre, n'apporteront rien au prolétariat britannique. Ces futiles efforts de la part de l'oligarchie réformiste ne font que prolonger l'agonie de ce mode de production moribond, tout comme les cantiques de la gauche nationaliste et les plaintes de la droite réactionnaire pour préserver les vieilles coquilles nationales.

C'est le mode de production qui doit être remplacé. L'unique solution consiste à créer un nouveau mode de production non pas socialiste, mais prolétarien communiste. De ce nouveau mode de production surgira de nouveaux rapports de production adaptés à cette nouvelle façon de produire, de communiquer, de distribuer, d'échanger et de répartir non pas des marchandises, remplies de plus-value spoliée, mais des biens sociaux servant à la reproduction collective de la vie en société, car il ne faut jamais l'oublier, la finalité de tout mode de production est d'assurer les conditions de reproduction de la vie humaine. Nous savons très peu de choses à propos de ce nouveau mode de production prolétarien communiste – du nom de la classe qui le fera surgir de ses mains, de son expérience et de ses connaissances –. Les seules choses que nous sachions avec certitude c'est que ce mode de production sera international, global, au service de

l'Homme – sans classe sociale – non mercantile (adieu marchandise, plus-value, profit, monnaie, capital, propriété privée, salariat et État). Ce nouveau mode de production ne ressemblera surtout pas à ce que nous avons connu sous le capitalisme dans ses déclinaisons occidentale, soviétique, chinoise, cubaine, coréenne, vietnamienne, albanaise, ou tiers-mondiste. Nous savons également que ce nouveau mode de production prolétarien, qui ne répondra pas aux finalités de reproduction élargie du capital comme mode de lutte contre la rareté, parviendra à combler tous les besoins sociaux humains, finalité ultime d'un mode de production socialisé.

Marx a écrit.

Marx a mis en garde le prolétariat international contre le nationalisme bourgeois réactionnaire et il a inscrit dans le *Manifeste* ces deux maximes « **Le prolétariat n'a pas de patrie** » et « **Prolétaires du monde entier, unissez-vous !** » Pour introduire l'insurrection populaire, puis la révolution prolétarienne, *Marx* n'a pas fait appel aux « **peuples opprimés** », aux « **nations exploitées** », aux « **paysans paupérisés** », ni aux « **petits bourgeois déjantés** ». Quand *Marx* a constaté que les conditions objectives de la révolution prolétarienne n'étaient aucunement réunies en ce début de capitalisme triomphant, il a appelé à dissoudre la *Première Internationale* lui évitant de devenir une officine de caciques réformistes – et de petits bourgeois parasites, stipendiés par le pouvoir bourgeois alimenté par les cotisations de la classe ouvrière spoliée.

Voici un extrait de la correspondance de *Marx* portant justement sur ces divisions nationalistes chauvines manigancées par le capital victorien pour diviser les forces

du prolétariat international au sein de l'Empire britannique :
« *L'Angleterre a maintenant une classe ouvrière scindée en deux camps ennemis : prolétaires anglais et prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais ordinaire déteste l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Il se sent à son égard membre d'une nation dominatrice, devient, de ce fait, un instrument de ses aristocrates et capitalistes contre l'Irlande et consolide ainsi leur pouvoir sur lui-même. Des préjugés religieux, sociaux et nationaux le dressent contre l'ouvrier irlandais. Il se conduit envers lui à peu près comme les « blancs pauvres » envers les noirs dans les anciens États esclavagistes de l'Union américaine. L'Irlandais lui rend la pareille largement. Il voit en lui à la fois le complice et l'instrument aveugle de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est entretenu artificiellement et attisé par la presse, les sermons, les revues humoristiques, bref par tous les moyens dont disposent les classes au pouvoir. Cet antagonisme constitue le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de sa bonne organisation. C'est aussi le secret de la puissance persistante de la classe capitaliste, qui s'en rend parfaitement compte* ».⁴

Lénine et les bolchéviques ont fait tout le contraire de ce que Marx recommandait. Dans la Russie tsariste féodale – précapitaliste – ils se sont constitués en parti politique nationaliste russe – en secte militaire secrète russe – sous directoire petit-bourgeois russe –; ils se sont emparés de la direction de la révolution démocratique bourgeoise soutenue par les masses paysannes analphabètes, empressées d'exproprier et de se partager la terre et les moyens de production agricoles afin d'ériger le mode de production capitaliste mercantile puis industriel, sous le nom de la *Nouvelle Économie Politique* (NEP). En fait, il

ne peut y avoir de nouvelle économie politique socialiste, intermédiaire entre le capitalisme et le communisme, et la Russie tsariste féodale ne pouvait accoucher que du mode de production capitaliste, préalable à la révolution prolétarienne à venir. Le mode de production « socialiste » fut l'appellation des modalités d'édification du capitalisme d'État en Union soviétique. Par la Révolution d'octobre, les bolchéviques ont placé le petit prolétariat russe, faible et inexpérimenté, à la remorque de la paysannerie avide et de la petite bourgeoisie cupide, et il ne pouvait en être autrement étant donné l'état lamentable de l'économie tsariste.

Rappelons que la révolution prolétarienne n'est pas une révolte de la misère et de la pauvreté contre les inégalités, les injustices, ou contre l'opulence et la richesse des milliardaires comme le croit tout petit bourgeois amer de ne pas recevoir ce qu'il considère comme sa juste part sociale. **L'insurrection populaire** sera le renversement par la population asphyxiée du mode de production capitaliste paralysé, et non pas la prise en charge « socialiste » de l'appareil d'État capitaliste comme l'ont pratiqué les gauches bourgeoises dans ces différents pays « socialistes » tous devenus capitalistes. **La révolution prolétarienne** qui suivra assurera l'édification du mode de production prolétarien communiste. La Révolution nationaliste bolchévique et les autres révolutions anticoloniales ont fait la démonstration qu'un mode de production ne peut pas être escamoté ni contourné. Pour mener une révolution anticapitaliste, il faut vivre sous le mode de production capitaliste. Pour mener une révolution prolétarienne, il faut une classe prolétarienne pleinement développée, éduquée, expérimentée dans la lutte de classe anticapitaliste, d'abord sur le front économique, puis sur le front politique et enfin

sur le front idéologique de la lutte de classe. En Russie, la révolution démocratique nationale bourgeoise a renversé l'ordre féodal et assuré l'édification d'une société capitaliste que *Staline* a réalisée de main de maître, au-delà de toute attente, comme le capital allemand allait l'apprendre, prouvant ainsi que le national-bolchévisme russe était plus efficient que le national-socialisme allemand.

Soixante-dix années plus tard, l'œuvre nationaliste bolchévique-stalinienne-russe allait connaître son karma dans la « *Pérestroïka – Glasnost* » ; dans l'effondrement de l'alliance impérialiste soviétique et de son centre national russe paralysé dans les rapports de production du capitalisme d'État industriel, mais surtout incapable d'assurer la reproduction élargie du capital d'État soviétisé et de passer au capitalisme financier. C'est dans l'émergence du capital financier privé, libéralisé, en concurrence sur le marché mondial avec le capital occidental, que le capitalisme russe a trouvé son second souffle. La Chine maoïste, sous la gouverne de *Deng Xiaoping* et de ses exégètes, a suivi la même voie nationaliste bourgeoise sans que l'État chinois ne s'effondre, mais simplement en faisant place au capital financier national et international. Aujourd'hui, on observe l'émergence de *l'Association de Coopération de Shanghai* autour de la Chine nationaliste et de la Russie nationaliste, chacune de ces puissances capitalistes ayant convenu de son rôle au sein de cette alliance impérialiste à laquelle l'Inde nationaliste et le Pakistan nationaliste se sont joints récemment.⁵ Cette nouvelle alliance impérialiste fait face à l'alliance impérialiste Atlantique dont l'OTAN est le bras armé. Nous y reviendrons.

Libération nationale ou libération prolétarienne ?

En 1955, pour le prolétariat révolutionnaire, il n'y avait rien de rassurant dans ces manigances internationales et dans ces préparatifs de guerre issus du chauvinisme nationale des pays « *non-alignés* ». ⁶ Cet « *esprit chauvin de Bandung* » fut la preuve que la classe prolétarienne devait rejeter toute association avec les bourgeoisies tiers-mondistes qui depuis soixante-dix années ont fait des prolétaires de la chair à canon pour leurs malversations et le marchepied de leurs ambitions avec la complicité de la gauche embourgeoisée. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on a observé 215 conflits armés dans le tiers-monde, tous suscités ou déclenchés par les puissances capitalistes avec la complicité des bourgeoisies nationalistes locales, et on a constaté qu'aucune de ces « *luttés de libération nationale* » n'a apporté la liberté aux aliénés prolétariés.

Tout comme la petite bourgeoisie, la paysannerie rurale, riche ou pauvre, n'est pas davantage une classe révolutionnaire. La paysannerie était au cœur du mode de production féodal tiers-mondiste et une des forces motrices pour le passage des rapports de production féodaux, aux rapports de production capitalistes marchand, puis industriel, par la création d'un domaine foncier privé, d'abord parcellisé, puis que le développement du mode de production capitaliste a forcé à regrouper en immenses exploitations agricoles mécanisées et irriguées où la paysannerie a été progressivement transformée en prolétariat rural. C'est ce prolétariat agricole paupérisé, privé de toute propriété, n'ayant que sa force de travail à vendre pour survivre que le prolétariat révolutionnaire

urbain mobilisera pour mener la révolution prolétarienne internationale, non pas pour s'emparer de la gouvernance de l'État bourgeois, non pas pour en faire « *l'État socialiste du peuple tout entier* », mais pour l'éradiquer.

Aujourd'hui, un siècle après le pronostic de *Lénine*, les conditions objectives de la révolution sociale prolétarienne sont enfin réunies. La première de ces conditions étant le plein développement des moyens de production, l'existence d'une immense classe prolétarienne mondialisée, éduquée, formée, « branchée », expérimentée dans la guerre de classe, paupérisée et menacée dans sa survie, mais consciente de ses intérêts de classe et obligée de renverser ses conditions d'aliénation pour éviter sa destruction. Voilà l'alternative qui se présente au prolétariat international auquel se sont joints 350 millions de prolétaires chinois et presque autant de prolétaires indiens dans la grande marche des forçats de la faim. L'émancipation de la classe prolétarienne sera l'œuvre de la classe elle-même.⁷

CHAPITRE 2

FERGUSON, MINNEAPOLIS, DALLAS, MÊME COMBAT ⁸

Robert Bibeau

Prenons quelques instants pour observer, à partir d'un exemple concret, la façon que la bourgeoisie, via ses médias à sa solde et avec la complicité de la petite bourgeoisie gauchiste, transforme une lutte de résistance classe-contre-classe en un conflit inter racial réactionnaire. Il est faux de prétendre que l'assassinat de citoyens noirs par la flicaille américaine constitue une « bavure », l'« erreur » d'un policier trop zélé, inexpérimenté ou terrorisé, ou encore une agression raciste. Ce n'est pas la population américaine qui terrorise la police, c'est la police qui terrorise les prolétaires américains de toutes races, de toutes couleurs et de toutes origines ethniques.

Plus de 500 citoyens américains sont tombés sous les balles policières en 2016, et l'hécatombe se poursuit chaque année avec l'aval implicite, sinon la recommandation explicite, des autorités américaines. Aux États-Unis, en plus de la peine de mort judiciaire, l'État pratique aussi la peine de mort extrajudiciaire, préventive, répressive, exactement comme l'armée américaine à l'étranger l'applique sur les

différents fronts de ses « engagements » meurtriers. Kadhafi et Ben Laden en furent deux victimes célèbres, comme d'autres, moins connues. Du temps du Président Obama, chaque mardi, dans le Bureau ovale, des individus étaient condamnés à mort, sans procès par le chef de la Maison-Blanche, récipiendaire du prix Nobel de la paix !

Cette politique systématique de répression policière contre le prolétariat noir notamment, mais aussi contre les latinos, contre les SDF, contre les Autochtones, contre les esclaves asiatiques des « sweats shops » de la misère et contre les immigrants clandestins, se fait sans discrimination raciale, contrairement aux mensonges que propage les médias du capital. Cette répression vise non pas telle ou telle race, ethnie ou minorité, mais cible plutôt la classe sociale prolétarienne, le lumpenprolétariat, les SDF sacrifiés, afin d'offrir des exemples aux populations locales et les terroriser. Le message sous-jacent à ces milliers de meurtres policiers est le suivant : *« Peuple de misère, prolétaire en colère toujours plus pauvre, ne résistez pas à vos conditions d'existence et d'aliénation, sinon nous vous tuerons sans rémission pour vous terroriser, comme vous pouvez l'observer sur ces vidéos diffusées sur les réseaux sociaux. »*

Bref, le meurtre policier de Minneapolis participe d'un plan étatique terroriste visant à effrayer la population américaine en résistance... quelle que soit la race ou la couleur des gens assassinés sur la rue. Comme nous l'avons toujours écrit, le prolétariat américain est le plus évolué, le prolétariat le plus avancé, celui qui vit sous la dictature capitaliste la plus dégénérée, la plus dépravée, la plus désespérée et la plus terroriste parce que la plus effrayée et la plus consciente de son appartenance de classe. La

situation économique de l'impérialisme américain est catastrophique ce qui oblige le capital yankee à accroître ses pressions sur le prolétariat étatsunien, au-delà de l'imagination, et cela simplement pour se maintenir à flot, la tête au-dessus de la crise systémique que le capital US a déjà perdu aux mains de ses concurrents impérialistes étrangers (la Chine notamment, l'Allemagne et l'Europe également).

Ce que les capitalistes américains viennent d'apprendre, il y a deux ans à Ferguson et à Dallas (5 policiers morts et sept blessés) c'est que le prolétariat américain est armé et dangereux et que s'ils ne se laissent pas tromper par des fadaïses racistes du type : noirs - contre latinos - contre blancs - contre autochtones - contre Black Panther, et autres sottises raciales comme les médias à la solde en propagent, alors la bourgeoisie américaine pourrait être en danger face à la montée de la résistance de classe du prolétariat étatsunien, sans distinction de race ni d'ethnie. Ce ne sont pas les noirs qui sont visés par les assassinats policiers, ce sont les résistants prolétaires en colère. Mais attention, le prolétariat n'est pas terroriste, ni anarchiste, ni individualiste, et il répondra en tant que classe consciente et organisée, collectivement solidarisée, aux provocations du capital américain déglingué.⁹

CHAPITRE 3

LES MARXISTES ET LA QUESTION NATIONALE ¹⁰

Pierre Souyri

Dans ce chapitre nous présentons les Notes de lecture de *Pierre Souyri*, publiées dans les *Annales* de Juillet 1979, portant sur le volume de *Georges Haupt, Michel Lowy, Claudie Weill*, intitulé *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*. Nous émaillons ses Notes de nos commentaires identifiés par les lettres NDLR.

Pierre Souyri écrivait ceci à propos du marxisme et de la question nationale « *En établissant ce dossier qui rassemble quelques-uns des textes dont la publication a jalonné les prises de position, tour à tour complémentaires et opposées, des théoriciens de la II^e Internationale sur la question nationale, G. Haupt, M. Lowy et C. Weill ont pris soin de ne pas privilégier les conceptions des bolchéviques. Ce choix n'a pas seulement l'avantage de faire connaître aux lecteurs des points de vue que l'hégémonie du marxisme russe avait rejetés dans l'oubli ; il permet aussi de rompre avec une représentation banale et pourtant insoutenable qui ordonne l'histoire des théories marxistes,*

comme s'il existait un marxisme constituant un système cohérent et achevé, dont les bolchéviques se seraient réapproprié la méthodologie et les concepts pour déboucher, enfin, après que tous les autres théoriciens de l'époque de la II^e Internationale aient interminablement erré, sur la solution juste et nécessaire de la question nationale, comme du reste de toutes les autres.

*Lorsque les théoriciens qui se réclament de Marx sont contraints par les circonstances – la montée du nationalisme en Europe orientale puis en Asie – de repenser la question des nationalités dont Marx et surtout Engels s'étaient principalement occupés à l'époque des révolutions de 1848, ils ne trouvent dans les écrits des « pères fondateurs » que des indications fragmentaires, parfois contradictoires et en tout cas très fortement datées. **Marx et Engels qui pensaient que l'antagonisme du capital et du travail constitue le ressort essentiel du processus historique de la société moderne, n'avaient accordé à la question nationale qu'un statut marginal et subordonné.***

*Celle-ci ne les intéressait que pour autant que le fait national interférait avec la lutte des classes et que la formation de grandes nations pouvait favoriser la croissance du capitalisme et du même coup celle de la négation prolétarienne de la société bourgeoise. N'envisageant les aspirations nationales que sous l'angle de leurs conséquences éventuelles pour la lutte des classes, Marx et Engels n'accordaient de légitimité qu'aux luttes nationales qui pouvaient affaiblir la contre-révolution européenne. **De là leur soutien au nationalisme polonais qui se dresse contre la puissance du tsarisme et, plus tard, au nationalisme irlandais dont la victoire, pensent-ils,***

favoriserait à la fois l'intensification des luttes sociales en Angleterre et en Irlande. De là aussi leur hostilité furieuse envers les Slaves du Sud qui ont été utilisés par la contrerévolution en 1848 et leur haine du panslavisme qui se fait l'instrument de l'expansion russe. Engels, surtout, a multiplié contre les Slaves du Sud les épithètes injurieuses. M. Lowy, qui a relevé quelques-uns des pronostics les plus malencontreux d'Engels sur l'avenir des nations slaves et de quelques autres, montre, cependant, que les fureurs d'Engels sont les fureurs d'un révolutionnaire et non pas celles d'un chauvin allemand et d'un Slavophobe aveugle. Procédant à une analyse superficielle et erronée des causes de la contrerévolution, Engels en rejette injustement toute la responsabilité sur les Slaves, sans apercevoir que l'échec des révolutions de 1848-1849 a des racines de classe au cœur même des nations révolutionnaires. »

Quant à nous, contrairement à Souyri nous n'observons pas de « nations révolutionnaires prolétariennes ». Et, s'il existe des nations révolutionnaires, ce sont nécessairement des nations révolutionnaires bourgeoises aspirant au capitalisme comme mode de production, assurant leur plein épanouissement national, jusqu'à sa négation et son dépassement. Pendant deux siècles la gauche a été incapable de comprendre que les « échecs » des révolutions prolétariennes du XIX^e et du XX^e siècle s'expliquent non pas par des erreurs tactiques, mais par le sous-développement du mode de production capitaliste qui n'avait pas atteint son stade ultime – impérialiste – et en conséquence au sous-développement démographique, économique, politique et idéologique de son fossoyeur, la classe prolétarienne. Il est impossible de mener une

révolution prolétarienne anticapitaliste dans une société paysanne féodale ou dans une société capitaliste en plein essor. Ce que la société allemande post spartakiste prouva, trébuchant et se relevant jusqu'à l'époque moderne où elle a enfin atteint la maturité révolutionnaire prolétarienne. NDLR.

Pierre Souyri poursuit « *Du reste, le même Engels qui attribue à l'occasion aux peuples slaves une essence réactionnaire, n'en avait pas moins appelé, en 1848, au renversement de l'Empire des Habsbourg qui faisait obstacle à la libération des Slaves et des Italiens. Il reste qu'Engels avait analysé les problèmes nationaux en utilisant à plusieurs reprises le concept hégélien et étranger au matérialisme historique de « peuple sans histoire », sans que Marx formule la moindre critique contre l'hégélianisme pré-marxiste de son compagnon. Lorsque les générations postérieures se trouvent contraintes de réactualiser la question des nationalités dans la théorie marxiste, elles partent d'un héritage qui est des plus incertains et G. Haupt souligne toutes les difficultés auxquelles va se heurter leur entreprise.* »

Le lecteur aura noté ici la position intellectuelle petite-bourgeoise qu'adopte Pierre Souyri qui pose le problème en termes de « *réactualiser la question des nationalités dans la théorie marxiste* » comme si un révolutionnaire prolétarien avait à se préoccuper d'une posture théorique marxiste face à un problème que pose la révolution. Un révolutionnaire prolétarien a le devoir de trouver une

réponse révolutionnaire prolétarienne à un problème pratique que pose l'organisation de la révolution prolétarienne. Nous verrons plus loin ce qu'un prolétaire doit faire à propos de la question nationale bourgeoise. Ce n'est pas l'enrichissement théorique du marxisme qui nous préoccupe, mais l'avancement de la révolution. NDLR.

Pierre Souyri ajoute « *D'abord des difficultés liées à la terminologie et aux concepts qui ne permettent pas toujours de différencier clairement États, nations et nationalités et qui font surgir des incertitudes et des controverses d'autant plus vives que les marxistes sont captifs des modèles occidentaux de la formation des nations qui ne leur permettent pas de comprendre ce qui est en train de s'accomplir en Europe centrale et sud-orientale à la fin du XIX^e siècle. Là, à la différence de ce qui s'était passé dans les pays de l'ouest où les États avaient été les instruments du rassemblement et de l'unification des nations, les États n'apparaissent qu'à la dernière étape, longtemps après que les nations aient commencé à s'affirmer en prenant lentement conscience d'elles-mêmes comme communautés de langue et de culture. Les marxistes devaient, en outre, faire souvent violence à leurs propres habitudes de pensée pour parvenir à admettre qu'il n'y avait pas seulement, comme le disait J. Guesde, « deux nations ; la nation des capitalistes, de la bourgeoisie, de la classe possédante d'un côté, et de l'autre la nation des prolétaires, de la masse des déshérités, de la classe travailleuse » et que le prolétariat pouvait se sentir concerné par des revendications nationales et pas seulement dans ses couches attardées et mal dégagées de l'idéologie bourgeoise. G. Haupt montre comment, vers la*

*fin du XIX^e siècle, les progrès de l'industrialisation dans l'Empire des Habsbourg bouleversent la composition sociale et nationale du prolétariat et font surgir au-dessous de la couche des ouvriers qualifiés allemands, une masse de manœuvres issue des diverses nationalités de l'Empire et qui se sentent à la fois socialement et nationalement opprimés. « Être Tchèque à Vienne, c'est être prolétaire ». Dès lors, refuser de prendre en considération les aspirations nationales ou ne leur accorder qu'une attention réticente au nom d'un rigoureux internationalisme de principe, revient à enfermer le socialisme dans des positions pétrifiées qui risquent de le rendre étranger au prolétariat réel. À mesure que le socialisme se diffuse vers l'Europe orientale, puis vers les pays extraeuropéens, les marxistes se trouvent contraints à remanier leur problématique de la question nationale et à reconsidérer leur vision du mouvement historique. Il leur faut « désoccidentaliser » le marxisme, admettre qu'il n'est pas vrai que l'internationalisation croissante de la vie économique suffise à produire une homogénéisation de la civilisation et des cultures ouvrant la perspective d'un dépassement des particularités nationales et qu'il existe, au moins, des contretendances qui font que la pénétration du capitalisme chez « **les peuples sans histoire** » aboutit non pas à leur assimilation, mais à leur éveil national. »*

À force de fouiller pour justifier le nationalisme chauvin Souyri finit par trouver quelques squelettes dans le placard. Il ne fait pas ici œuvre d'originalité. Tous les nationalistes chauvins vous diront qu'il faut être nationalistes puisque le prolétariat est pétri – contaminé – d'idées nationalistes – tout comme il est contaminé d'idées religieuses –

d'aspirations bourgeoises – de culture bourgeoise – même que le prolétariat croit très souvent qu'il n'existe pas en tant que classe sociale – puisque toute la propagande des médias bourgeois dénie son existence. **Dans une société de classe, les idées dominantes sont celles de la classe dominante.** Dans une société capitaliste nationaliste bourgeoise, les idées dominantes sont celles de la classe bourgeoise, jusqu'au jour où la bourgeoisie elle-même est forcée de répudier sa propre idéologie nationaliste pour la faire évoluer vers l'internationalisme impérialiste afin de se conformer aux nécessités des marchés internationaux ; aux migrations des prolétaires en marche vers de nouveaux foyers d'exploitation ; aux besoins d'expropriation des richesses naturelles ; et aux nécessités de l'importation des marchandises et des capitaux venus d'horizons internationaux. Souyri n'aurait pas écrit ceci s'il avait simplement compris que les fruits internationalistes mûrissent chez les bourgeoisies ex-nationalistes qui deviennent mondialistes. Ainsi, quelle est l'importance que « *dans les pays de l'Ouest les États ont été les instruments du rassemblement et de l'unification des nations, alors qu'à l'Est les États n'apparaissent qu'à la dernière étape, longtemps après que les nations aient commencé à s'affirmer en prenant lentement conscience d'elles-mêmes comme communautés de langue et de culture* » ? Aujourd'hui, l'ex-empire soviétique a été balkanisé – fragmenté en États-nations « libérés » dominés – spoliés par une poignée de monopoles impérialistes géants représentés par des marionnettes politiques nationalistes. Parfois il suffit d'attendre que la roue de l'histoire ait complété son cycle pour voir le monde sous un jour différent. Il fut un temps où le capital était national, aujourd'hui il est devenu international comme le prolétariat, la classe qui le renversera. Pour les prolétaires

révolutionnaires il est réactionnaire de s'acoquiner avec la petite bourgeoisie réformiste et avec le petit capital national pour tenter de ralentir la marche de l'histoire mondiale vers l'émergence puis l'effondrement de l'impérialisme déclinant. NDLR.

Pierre Souyri poursuivant sa critique écrit « *Dans cette évolution historique du marxisme, la contribution des Autrichiens, de Otto Bauer surtout, constitue une étape capitale. Sans doute les austro-marxistes sont-ils surtout préoccupés d'empêcher l'éclatement de l'empire multinational rassemblé par les Habsbourg et de contenir les forces centrifuges qui menacent de désagréger leur propre parti. Ce souci a conduit Otto Bauer à élaborer une conception de la nationalité qui ampute le problème de sa dimension politique et fait abstraction du caractère de classe des productions culturelles. O. Bauer sera aussi bien attaqué par l'extrême gauche du mouvement socialiste — A. Pannekoek et Strasser qui persistent à considérer **qu'il ne peut pas y avoir, pour le prolétariat, d'intérêts nationaux spécifiques** —, que par Kautsky qui n'admet pas que l'avènement du socialisme puisse s'accompagner d'un approfondissement des différences nationales et par les bolchéviques qui remettront en question les conceptions « psycho-culturelles » de la nation qu'ont élaborées les austro-marxistes et les solutions que propose la social-démocratie autrichienne pour résoudre la question nationale. Pourtant, les théoriciens viennois ont contribué à secouer l'inertie de la II^e Internationale. Leurs recherches ont ouvert la voie à l'idée que la naissance des nations n'appartenait pas nécessairement au passé de l'Europe et du monde et que l'internationalisme prolétarien*

ne pouvait pas tourner le dos aux aspirations des nationalités opprimées. »

On nous pardonnera cette redite, mais l'argument est récurrent. Qu'est-ce que les « *aspirations des nations opprimées* » ? Quelles nations oppriment les nations opprimées ? Une certaine gauche bourgeoise québécoise est allée jusqu'à inventer « la classe nation québécoise francophone opprimée », par la « classe nation canadienne anglaise opprimante » (sic), l'appartenance de classe étant fixée par la langue dominante dans chacune de ces communautés. Cette mystique fasciste provient des sociaux fascistes allemands, autrichiens, français et autres. Une nation est composée d'une communauté humaine qui avant que d'avoir des ressemblances linguistiques, morales et culturelles est d'abord mue par des antagonismes de classes, une petite portion (bourgeoise) de la nation exploite une grande portion (prolétarienne) de la nation et ceci est la mère de toutes les contradictions sociales. Une portion de la nation est disposée à mener la guerre nationale, jusqu'au dernier prolétaire si nécessaire, alors qu'une autre portion de la nation aspire à la paix jusqu'au dernier bourgeois si requis. Ainsi, une petite portion de la nation québécoise francophone est devenue riche, prospère, en exploitant le travail salarié des prolétaires québécois et en exigeant toujours plus d'aides de l'État bourgeois. Aujourd'hui, cette portion de la nation est propriétaire de grands conglomerats internationaux, tandis qu'une grande partie de la nation québécoise francophone et anglophone est criblée de dettes, vend quotidiennement sa force de travail à vil prix – reçoit toujours moins de service de l'État national québécois et migre hors du « foyer national » pour trouver à

« s'employer » en anglais ou en français. Les prolétaires ont abandonné toute religion et se désintéressent de la politique bourgeoise démagogique. La situation est identique entre les deux classes antagonistes qui composent le reste de l'ensemble canadien majoritairement de langue anglaise. La situation est identique chez les nations amérindiennes. Quelles nations sont opprimées – quelles nations sont opprimantes au Québec et au Canada ? Aucune. Nous pouvons identifier une classe sociale opprimée – indépendamment de la langue d'usage de ses membres et nous pouvons identifier une classe sociale opprimante – indépendamment de la langue d'usage de ses « adhérents ». Un capitaliste anglophone canadien exploite les prolétaires canadiens, il n'exploite pas les capitalistes de la nation québécoise avec lesquels il brasse des affaires, et inversement pour les capitalistes québécois en « affaires » avec les capitalistes du reste du Canada et du monde entier. Les intérêts des capitalistes québécois n'ont rien de commun avec ceux des prolétaires québécois. Nous reviendrons sur ces questions. NDLR.

Revenons aux Notes de lecture de Pierre Souyri
*« Lorsque, à la veille de la guerre, Lénine aborde à son tour la question nationale, sa réflexion peut prendre appui sur l'ensemble des recherches faites depuis Marx et qui ont largement étendu et transformé le champ théorique du socialisme. Mais il parvient à renouveler presque complètement le problème des rapports entre les aspirations nationales et le socialisme parce **qu'il le pense en fonction du thème des inégalités de développement que le capitalisme imprime au processus historique et au télescopage qui se produit dans les pays attardés entre les***

tâches bourgeoises démocratiques et les tâches prolétariennes de la révolution. L'effacement des particularités nationales par le développement du capitalisme qu'avait longuement souligné Kautsky se poursuit, mais il devient, au XXe siècle, contemporain d'un éveil national que suscite l'expansion du capital impérialiste vers les pays attardés. Ces deux mouvements ne sont pas nécessairement contradictoires dans la mesure ou il appartient au mouvement prolétarien de pousser jusqu'à son terme la révolution démocratique dont les aspirations nationales ne constituent qu'un élément. Dans le système théorique de Lénine, le nationalisme des peuples opprimés se trouve ainsi intégré à une stratégie cohérente de la révolution. Il s'insère dans un processus plus général au travers duquel la réalisation des aspirations nationales prépare le dépérissement des particularismes nationaux et en constitue même la condition. Comme pour Marx ou Rosa Luxemburg, les aspirations nationales n'ont pas pour Lénine d'intérêt intrinsèque. Elles ne sont reconnues que pour être utilisées aux fins d'un mouvement qui implique leur dépassement. Pourtant, il est impossible de ne pas constater aujourd'hui que **la conception léniniste n'a pas résisté à l'épreuve des événements.** M. Lowy montre que l'histoire n'a cessé de démentir les conceptions et les pronostics d'Engels. Or, quoique pour des raisons différentes, il en va de même de ceux de Lénine. La plupart des nations qui se sont constituées après 1918, puis après la désintégration des empires coloniaux, ne se sont pas fait sur la base d'une subordination des aspirations nationales au mouvement prolétarien. C'est même l'inverse qui s'est le plus souvent produit : même dans des pays où existait un mouvement ouvrier, celui-ci s'est laissé intégrer à la lutte nationale et a constitué une simple force d'appoint pour le nationalisme qui a abouti à la formation d'États bourgeois

ou d'États bureaucratiques qui ont trouvé leur point d'appui principal dans la guérilla paysanne. La grande stratégie conçue par les bolchéviques n'est cohérente que dans l'abstrait ou dans l'imaginaire des théoriciens : elle n'a pas trouvé de répondant dans la pratique. »

La grande stratégie conçue par les bolchéviques comme l'écrit ici *Pierre Souyri* ne souffrait pas d'incohérence ni d'un manque de corrélation pratique. Les bolchéviques se sont retrouvés à la tête d'une révolution démocratique bourgeoise antiféodale menée par la bourgeoisie russe dirigée par *Kerenski* et s'appuyant sur une immense paysannerie asservie et affamée à laquelle les bolchéviques ont apporté le soutien du petit prolétariat russe naissant – tout aussi naissant qu'était le mode de production capitaliste industriel en Russie tsariste –. Les bolchéviques ont arraché la direction de cette révolution bourgeoise à *Kerenski* en se ralliant la paysannerie grâce au slogan réformiste « Pain, Paix, Terre ». En excellent tacticien, *Lénine* a forgé une théorie adaptée à cette pratique de lutte de classe dans un contexte de guerre de libération nationale bourgeoise qu'il a affublé des épithètes d'« antiimpérialiste et socialiste », imaginant même un nouveau mode de production à cheval entre le capitalisme et le communisme qu'il a appelé le socialisme de la *Nouvelle Économie Politique* (NEP). La révolution russe était effectivement une révolution antiimpérialiste, mais non pas contre l'impérialisme moderne, phase ultime du mode de production capitaliste, mais contre l'impérialisme féodal décadent, terminant son existence et devant laisser la place (comme il l'avait fait plusieurs années auparavant dans les pays de la vieille Europe) au mode de production capitaliste émergent – une

tâche révolutionnaire taillée sur mesure pour la bourgeoisie révolutionnaire, mais certainement pas pour le prolétariat naissant, qui devra attendre encore un siècle. Nous y sommes aujourd'hui. L'impérialisme moderne (capitaliste) a complété son expansion jusque dans les plaines du Gange et du Yang Tsé. Voici la rose prolétaire du monde entier, à vous de danser. NDLR.

CHAPITRE 4

NATIONALISME ET SOCIALISME ¹¹

Paul Mattick

Dans ce chapitre nous analysons un important texte de Paul Mattick intitulé « *Nationalisme et socialisme* » publié en anglais dans *The American Socialist* en septembre 1959, en français dans *Front Noir* (février 1965) et dans *ICO* n° 99 en novembre 1970. Encore une fois nos commentaires sont identifiés par les lettres NDLR.

Mattick y écrit : « *les socialistes non utopistes favorisèrent le capitalisme comme opposé aux vieux rapports sociaux de production, et saluèrent le nationalisme dans la mesure où il pouvait hâter le développement capitaliste. Sans l'admettre ouvertement, ils n'étaient pourtant pas loin d'accepter **l'impérialisme capitaliste** (...) Ils étaient favorables aussi à la disparition des petites nations incapables de développer l'économie sur une grande échelle (...) Ils soutenaient cependant les petites « nations progressistes » contre les grands pays réactionnaires. (...) À aucun moment et en aucune occasion cependant, le nationalisme n'était considéré comme objectif socialiste* ».

Partout le mode de production capitaliste s'est construit à l'abri des frontières nationales, y compris en Union soviétique, en Chine maoïste, au Vietnam, en Corée et à Cuba, etc. Ces frontières ont vocation de préserver pour un temps les particularités tribales, féodales, paysannes, ethniques et de commerce local, que le capitalisme broie et détruit à la longue afin de se consolider, difficilement parfois, comme en fait foi l'accouchement des nationalismes au Moyen-Orient et en Afrique. Chacun est à même d'apprécier la limpidité du résumé présenté par Mattick qui concentre la quintessence de la pensée socialiste petite-bourgeoise sur la question des luttes de libération nationale et contre « l'impérialisme politique » depuis *Boukharine, Lénine, Trotski, Staline et Mao*. Les gourous de l'orthodoxie marxiste-léniniste présentent l'impérialisme comme une politique de grandes puissances et militent contre « *le retour de ces contrées au précapitalisme* », processus historique de retour en arrière impossible de toute manière, que même les criminels de guerre américains ne sont pas parvenus à imposer aux Vietnamiens, et que les bouchers « Khmers rouges » ne sont pas parvenus à imposer aux Cambodgiens. De plus, il est malheureusement faux de prétendre comme le fait Mattick que « *jamais le nationalisme n'a été considéré comme un objectif socialiste* ». NDLR.

Suivons la pensée de Mattick. Il écrit « *Ce nouveau nationalisme, qui secoue la domination occidentale et institue les rapports de production capitaliste et l'industrie*

moderne dans des régions encore sous-développées, est-il toujours une force « progressiste » comme l'était le nationalisme d'antan ? Ces aspirations nationales coïncident-elles en quoi que ce soit avec les aspirations socialistes ? Hâtent-elles la fin du capitalisme en affaiblissant l'impérialisme occidental ou bien injectent-elles une vie nouvelle au capitalisme en étendant au globe entier son mode de production ? »

Le grand capital et ses théoriciens ont insinué qu'il y aurait un rapport de domination occidentale à l'encontre de la civilisation orientale. Ici, Mattick insinue que « *le nouveau nationalisme institue les rapports de production capitaliste et l'industrie moderne dans les régions sous-développées* ». Selon la théorie matérialiste dialectique prolétarienne c'est le développement des forces productives et des moyens de production qui instituent le développement d'un certain type de rapports de production (l'État-nation) et une idéologie (nationaliste bourgeoise) que les intellectuels bourgeois prénomment « civilisation occidentale » si elle est imprégnée d'artéfacts féodaux occidentaux et « civilisation orientale » si elle est imprégnée d'artéfacts féodaux orientaux. Ces rapports de production capitalistes – partout les mêmes puisque le mode de production capitaliste industriel est partout le même – à leurs tours, renforcent le développement des moyens de production. Ainsi, c'est le développement industriel de l'Asie qui a permis l'émergence de rapports de production capitalistes nationaux (pendant sa phase d'émergence), en Chine maoïste notamment, pays qui a développé une industrie vigoureuse à l'abri de ses frontières nationales et qui maintenant en tant qu'État-nation capitaliste a atteint le

stade ultime, impérialiste de développement, intégrant le capital financier mondialisé. La Chine cherche donc à abattre les barrières tarifaires de ses concurrents afin de conquérir leurs marchés orientaux ou occidentaux. Le capitalisme est la condition du nationalisme qui le renforce jusqu'à ce que le capitalisme, parvenant au bout de ses contradictions, entre en phase impérialiste et fasse tomber les frontières nationales et répudie l'idéologie nationaliste. NDLR.

Mattick ajoute « *Cependant, à la fin du siècle, c'est l'impérialisme, non le nationalisme, qui était à l'ordre du jour. Les intérêts allemands « nationaux » étaient devenus des intérêts impérialistes rivalisant avec les impérialismes d'autres pays. Les intérêts « nationaux » français étaient ceux de l'Empire français, comme ceux de Grande-Bretagne étaient ceux de l'Empire britannique. Le contrôle du monde et le partage de ce contrôle entre les grandes puissances impérialistes déterminaient des politiques « nationales ». Les guerres « nationales » étaient des guerres impérialistes culminant en guerres mondiales* ».

Nouvelle démonstration (ci-haut) de la pensée socialiste-idéaliste-bourgeoise à propos de l'impérialisme que Boukharine, Lénine et les bolchéviques ont légué à la III^e Internationale et aux partis communistes nationalistes (eurocommunistes notamment) et que les trotskistes et autres oppositions de gauche et de droite ont adopté. « *C'est l'impérialisme et non le nationalisme qui est à l'ordre du jour de la bataille* », écrit l'auteur établissant une

opposition entre impérialisme et nationalisme. **L'impérialisme n'est pas une politique de grande puissance opprimant les petits pays nationalistes** comme *Boukharine* l'a suggéré. Il n'y a pas de mode de production impérialiste français, britannique, allemand ou américain. L'impérialisme c'est le mode de production capitaliste national parvenu à maturité, il est partout le même. **L'impérialisme moderne (capitaliste) c'est le capital financiarisé, globalisé et mondialisé qui tente futilement de compenser la dépréciation des moyens de production par l'augmentation de la productivité du travail et ce faisant par la hausse de sa composition organique, ce qui le plonge plus profondément dans sa contradiction.** Le propre de tout pays capitaliste, aussi petit ou aussi grand soit-il, est d'atteindre le stade ultime d'évolution capitaliste – le stade impérialiste où les rapports de production capitalistes ne peuvent plus assurer le développement des forces productives sociales, empêchant de ce fait le mode de production de se reproduire afin d'assurer la valorisation du capital ; laissant le prolétariat inutile, orphelin de son maître aliénant ; le forçant à s'émanciper ou à disparaître. C'est alors, non pas à l'échelle nationale – ce que les marxistes avaient compris instinctivement en dénonçant les velléités de construire le mode de production communiste dans un seul pays –, mais à l'échelle internationale que la révolution prolétarienne devra être menée. La politique révolutionnaire du prolétariat ne fait pas siennes les luttes de libération nationale démocratiques et bourgeoises qui ne sont que des guerres entre clans capitalistes pour le contrôle de l'appareil d'État bourgeois et des sources de plus-value. NDLR.

Sur les traces de Paul Mattick nous découvrons « *Un socialisme international consistant, comme celui de Rosa Luxemburg, par exemple, s'opposait à « l'autodétermination nationale » des Bolchevicks. Pour elle, l'existence de gouvernements nationaux indépendants n'altérerait pas le fait qu'ils seraient contrôlés par les puissances impérialistes puisque ces dernières dominaient l'économie mondiale. Jamais on ne pourrait lutter contre le capitalisme impérialiste ni l'affaiblir, en créant de nouvelles nations : mais seulement en opposant au supranationalisme capitaliste l'internationalisme prolétarien. Ces mouvements appartiennent à la société capitaliste, exactement comme son impérialisme. Mais « utiliser » ces mouvements nationaux pour des buts socialistes ne pouvait signifier autre chose que les débarrasser de leur caractère nationaliste ».*

Comment une classe prolétarienne lilliputienne, inexpérimentée dans la lutte de classe sur les fronts économique, politique et idéologique, issue de moyens de production archaïques, à l'orée du capitalisme industriel ascendant, toujours en expansion dans de nombreuses régions, et n'ayant pas encore conquis certains pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ; comment cette classe émergente pouvait-elle imposer l'internationalisme prolétarien qu'elle ne soupçonnait même pas et qui ne viendrait qu'avec la phase impérialiste d'évolution du mode de production ? NDLR.

Et Mattick d'ajouter « *La Première Guerre mondiale*

produisit la Révolution russe, et, quelles qu'aient été ses intentions primitives, elle fut une révolution nationale. Bien qu'elle attendit de l'aide de l'étranger, elle n'en apporta jamais aux forces révolutionnaires de l'extérieur, excepté lorsque cette aide lui fut dictée par les intérêts russes nationaux. La 2^e guerre mondiale et ses séquelles amenèrent l'indépendance pour l'Inde et le Pakistan, la Révolution chinoise (...) Apparemment, l'époque de l'émancipation nationale n'est pas terminée, et il est évident que le courant de plus en plus fort contre l'impérialisme ne sert pas les fins socialistes révolutionnaires à l'échelle mondiale ».

Quelle « libération » et quelle « autodétermination » pour les prolétaires de l'Asie du Sud-Est, pour ceux d'Afrique et du Moyen-Orient ? Dans une analyse de classe prolétarienne de l'économie politique, chaque concept a une signification de classe. Ainsi, pour nous prolétaires révolutionnaires, le terme « libération » ne peut signifier que la libération de l'exploitation, de l'aliénation de classe, du joug du mode de production capitaliste. En quoi les quelques prolétaires d'Asie du Sud-Est, de Chine, d'Afrique, du Moyen-Orient, entre 1945 et 1975, ont-ils été émancipés ? On en vient ainsi à comprendre que les socialistes, communistes, fronts unis patriotiques, fronts populaires et autres gauches bourgeoises nationalistes considèrent comme une « libération » le fait qu'ils se soient emparés de la direction de l'édification du capitalisme bourgeois dans leurs États nationaux respectifs. La classe prolétarienne, en cours d'internationalisation sous l'impérialisme moderne, connaît ses nouveaux geôliers, mais elle n'est toujours pas émancipée. NDLR.

Paul Mattick s'enhardit et sentence « *Ce que révèle réellement ce nouveau nationalisme, ce sont les changements structurels de l'économie capitaliste mondiale et la fin du colonialisme du XIX^e siècle. Le « **fardeau de l'homme blanc** » est devenu un fardeau réel au lieu d'une aubaine. Les profits de la domination coloniale diminuent tandis que le cout de l'empire augmente* ».

Les prolétaires révolutionnaires rejettent fermement toute accusation raciste à propos du « **fardeau de l'homme blanc** ». Il y a l'homme blanc capitaliste qui opprime l'homme blanc prolétarien aussi bien que l'homme noir prolétarien. L'homme blanc prolétarien n'opprime pas l'homme noir prolétarien. Ils sont tous les deux opprimés et exploités par leurs congénères raciaux, ethniques ou linguistiques. Ainsi, contrairement à ce qu'écrit Mattick, les profits de l'exploitation capitaliste dans les pays colonisés émergents – nouvellement arrivées au mode industriel de production et de reproduction – ne diminuent pas, ce sont les profits réalisés dans les pays dominants, les premiers capitalisés, les pays d'Occident, qui diminuent résultant de deux facteurs : A) le renchérissement du cout de reproduction de la force de travail social dans les pays industriellement avancés ; et B) l'augmentation de la composition organique du capital – les capitalistes mécanisant la production afin d'augmenter la productivité et le taux d'exploitation de la force de travail afin de réduire la quantité globale de force de travail social dont le cout est

en hausse. Le nationalisme chauvin et réactionnaire ne vise qu'à faire accepter ces sacrifices à la classe ouvrière nationale. Les capitalistes blancs du nord n'ont pas hésité à délocaliser leurs usines du nord (blanc) vers le sud (noir) ou vers l'est (jaune) quand cela devenait profitable. Le capitaliste, tout comme le prolétaire, est internationaliste et il sait que le capital n'a pas de patrie, pas de couleur et pas d'odeur. Nous l'avons écrit et nous le répétons, une nation ou un peuple opprimé et une nation ou un peuple oppresseur ça n'existe pas. Sous le mode de production capitaliste, différentes classes sociales s'affrontent et de ces affrontements naissent les conditions d'exploitation et d'oppression de la classe prolétarienne métropolitaine et les conditions d'exploitation et d'oppression de la classe prolétarienne des pays-ex-colonies, aussi appelés pays capitalistes « émergents » maintenant qu'il est avantageux de les exploiter industriellement. **Ce développement inégal et combiné est voué à être modifié comme le démontrent les constants phénomènes de délocalisation et de relocalisation industrielles.** C'est en cela que le capital national devient mondial construisant son fossoyeur le prolétariat révolutionnaire international. Dans le passage qui suit Paul Mattick expose précisément l'incompréhension profonde de l'ensemble de la gauche gauchiste, opportuniste et réformiste en ce qui a trait à l'impérialisme qu'il considère comme une évolution de la politique de domination des grandes puissances économiques du colonialisme au néocolonialisme. NDLR.

Mattick écrit « *En général, le colonialisme ne paye plus, de sorte que, c'est en partie le principe du profit lui-même qui invite à reconsidérer le problème de la*

*domination impérialiste. Deux guerres mondiales ont plus ou moins détruit les vieilles puissances impérialistes. Mais elles n'ont pas amené la fin de l'impérialisme qui, tout en prenant de nouvelles formes et expressions, maintient le contrôle économique et politique des nations fortes sur les faibles (...) l'Amérique n'a pas été une puissance impérialiste dans le sens traditionnel. Elle s'est assurée le bénéfice du contrôle impérial, plus par la « **diplomatie du dollar** » que par l'intervention militaire directe ».*

Les nations et les États-nations sont des résidus du mode de production capitaliste ascendant et ils sont appelés à disparaître au sein du « Melting pot » international. Les guerres ne peuvent « *amener la fin de l'impérialisme* » comme le prétend Mattick. Les guerres sont le résultat de l'évolution de l'économie politique impérialiste dans son développement contradictoire – dialectique – et constituent l'ultime **tactique** du système capitaliste pour tenter de surmonter ses contradictions. Pour ce qui est de la « **diplomatie du dollar** » qui aurait remplacé la « **diplomatie de la canonnière** », constatons simplement que les États-Unis sont intervenus militairement à 200 reprises depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ; que les capitalistes qui dominent ce pays ont mené leur pays à la guerre 220 années sur ses 240 ans d'existence. Il appert que la puissance militaire de l'Alliance impérialiste occidentale est très active dans la défense de ses intérêts – non pas nationaux –, mais des intérêts des capitalistes monopolistes internationaux, financiers notamment, via la diplomatie de la canonnière, du porte-avion, du missile et du drone. La diplomatie du dollar et la diplomatie de la canonnière sont deux tactiques complémentaires. NDLR.

Paul Mattick affirme ensuite « *Aucune des puissances européennes n'est de force aujourd'hui à s'opposer à la dissolution complète de son empire, si ce n'est avec l'aide américaine. Mais cette aide soumet ces nations tout comme leurs possessions étrangères, à la pénétration et au contrôle américains. Héritant de ce qu'abandonne l'impérialisme à son déclin, les États-Unis n'éprouvent pas le besoin de voler au secours de l'impérialisme ouest-européen* » *« L'anticolonialisme » n'est pas une politique américaine délibérément voulue pour affaiblir les alliés occidentaux (...), mais a été choisi dans la perspective de renforcer le monde libre. »*

Le mode de production capitaliste américain n'est pas en guerre contre le mode de production capitaliste européen, russe ou chinois. Il existe une alliance d'entreprises concurrentes ayant atteint la phase impérialiste d'évolution capitaliste et elles sont toutes en compétition les unes contre les autres, mais aussi en concurrence contre les entreprises capitalistes « émergentes » et mondialisées. Ce ne sont pas les pays qui sont « émergents », ce sont les grandes entreprises des pays du sud qui se regroupent en conglomérats afin de faire face aux monopoles occidentaux. C'est là où les pousse tout naturellement leur développement impérialiste. Une enquête récente de l'ONG OXFAM révèle qu'ensemble les dix plus grosses corporations du monde ont des revenus plus importants que les revenus gouvernementaux de 180 pays combinés, c'est cela l'impérialisme. Ces immenses conglomérats s'échangent des biens de consommation, mais aussi des

moyens de production – des capitaux – c'est à ce moment qu'interviennent les banques et les marchés financiers, et ils se partagent les marchés après d'âpres négociations sinon la guerre. L'évolution très rapide des rapports de production capitalistes parmi ces conglomérats « émergents » et dans ces pays « émergents » les place déjà en position de conquérants vis-à-vis leurs anciens mentors occidentaux. Le prolétariat doit-il prendre parti en faveur de ces capitalistes nationaux « émergents » ou en faveur des anciens capitalistes internationaux ? Ni l'un, ni l'autre évidemment. Ainsi, la Chine qui n'a pas encore complété l'intégration de 350 millions de ses paysans à ses forces productives industrielles « nationales » est déjà en course pour la robotisation de sa production industrielle afin d'atteindre une plus grande productivité l'amenant à soutenir la concurrence impérialiste mondiale et à sacrifier des millions de prolétaires qui demain n'auront d'autre choix que de se révolter et de détruire – non pas la « nation chinoise », ou l'impérialisme chinois « émergent » –, mais le mode de production capitaliste en Chine, à titre de contribution à la révolution prolétarienne mondiale. NDLR.

Mattick enchaîne « *Privés de possibilités impérialistes, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, n'ont plus de politique indépendante. Le déclin progressif des Empires français et britannique a fait de ces nations des puissances de second ordre. En même temps, les aspirations nationales des régions moins développées et plus faibles, ne peuvent se réaliser que si elles entrent dans les plans de conquête des impérialismes dominants* ».

En quoi l'Allemagne et le Japon furent-ils privés de capacités impérialistes ? La force d'une puissance capitaliste – en phase impérialiste – est à la mesure de ses capacités économiques, industrielles, commerciales, financières, et ultimement militaires. La Russie soviétique a enseigné ces choses à l'Allemagne hitlérienne. Les États-Unis de Roosevelt ont enseigné ces choses au Japon de Hiro-Hito. La Chine produit et consomme la moitié des produits industriels du monde, ciment, énergie, caoutchouc, produits chimiques, acier, cuivre, aluminium, etc. Ainsi, la Chine en 2016 a acheté à elle seule la moitié des robots industriels mis en marché par l'Allemagne, le Japon et la Corée. La production industrielle chinoise représente 55 % du PIB de ce pays et occupent 45 % de sa main-d'œuvre salariée totale, soit 350 millions de prolétaires auxquels 350 millions autres attendant de se joindre, c'est deux fois la population totale des États-Unis. Aux États-Unis, 70 % du PIB concerne la consommation des marchandises, que ce pays ne produit pas, et moins de 12 % du PIB national provient de l'industrie, notamment de l'industrie de l'armement subventionnée et parasitaire. Moins de 12 % du prolétariat américain œuvre dans l'industrie productive, heureusement son taux de productivité est très élevé. Cette puissance capitaliste, à son stade impérialiste déclinant, n'en a plus pour longtemps face à la montée en puissance de son remplaçant non pas national, mais international, qui même si elle ne souhaite pas se mettre de l'avant militairement sera forcée de le faire. NDLR.

Paul Mattick récidive et réaffirme avec obstination son incompréhension du concept d'impérialisme phase ultime de tout mode de production. Il écrit : « *L'érosion de l'impérialisme occidental, dit-on, crée un vide du pouvoir dans les régions jusqu'alors subjuguées. (...) Les révolutions nationales dans les régions retardées du point de vue capitaliste sont des essais de modernisation par l'industrialisation, soit qu'elles expriment simplement une opposition au capital étranger, soit qu'elles tendent à changer les rapports sociaux existants. Mais tandis que le nationalisme du XIX^e siècle était un instrument de développement du capital privé, le nationalisme du XX^e siècle est essentiellement un instrument de développement du capitalisme d'État. (...) le nationalisme actuel porte de nouveaux coups à un marché mondial (...)* ».

Les « révolutions » nationalistes dans les régions économiquement retardées n'ont jamais exprimé d'opposition au capital et n'ont pas changé les rapports sociaux capitalistes qu'ils ont plutôt raffermis. Le nationalisme n'est plus le mode spécifique et universel des rapports de production capitaliste, mais une modalité de développement idéologiquement orientée, dans un sens au siècle dernier, et dans un autre sens dans le siècle présent, au gré de l'imagination fertile des socialistes et des gauchistes. Le nationalisme a été et sera toujours l'idéologie de la classe bourgeoise ascendante – quel que soit le pays ou le continent où il se développe. Au début, le nationalisme s'oppose au libre marché mondial, puis après une phase de capitalisation nationale, il souhaite son intégration multinationale dans le grand marché mondial impérialiste. Ceci fut vrai en Europe, berceau du

capitalisme, en Amérique et en Océanie où il a été transplanté, et en Asie où il a été essaimé, et en Afrique où il a été imposé. NDLR.

Paul Mattick écrit ensuite « *Derrière les mouvements nationalistes, il y a, bien sûr, la pression de la pauvreté, qui devient de plus en plus explosive à mesure qu'augmente la différence entre nations pauvres et riches. La division internationale du travail telle qu'elle est déterminée par la formation du capital privé implique **l'exploitation des contrées les plus pauvres par les plus riches** et la concentration du capital dans les pays capitalistes avancés. Le nouveau nationalisme s'oppose à la concentration du capital déterminée par le marché, de manière à assurer l'industrialisation des pays sous-développés. (...) Aujourd'hui, entreprise privée et contrôle gouvernemental opèrent simultanément dans chaque pays capitaliste, et dans le monde entier. De sorte que **la subordination de la concurrence privée à la concurrence nationale est impitoyable** (...) ».*

Sous couvert de théoriser le principe de l'impérialisme et de l'opposer aux aspirations nationales des « *contrées pauvres* » vis-à-vis des « *contrées riches* », Mattick oppose le capitalisme national privé au capitalisme national public. L'État capitaliste serait une entité indépendante de la classe capitaliste dominante. Pour le dire autrement, il y aurait d'un côté la classe capitaliste et de l'autre l'État capitaliste dirigé par des bureaucrates et des caciques étatiques indépendants ayant leur propre agenda de développement.

Comme l'écrit Mattick, l'État capitaliste est un organisme issu du développement du mode de production – c'est un composant des rapports sociaux de production capitalistes – et en cela l'État bourgeois ne peut que répondre aux besoins de développement de ce mode de production. Il ne peut y avoir de subordination de la concurrence privé à la concurrence nationale, les deux se complètent. Cet État ne s'enraye dans son fonctionnement qu'au moment où le mode de production empêtré dans ses contradictions s'enraye lui-même. On dit alors que les conditions objectives de la révolution sont réunies. NDLR.

Mattick ajoute « À la base des *aspirations nationales et des rivalités impérialistes*, se trouve le besoin réel d'une organisation mondiale de la production et de la distribution comme le géologue K. F. Mather l'a fait remarquer, la « terre est faite beaucoup plus pour être occupée par des hommes organisés à l'échelle mondiale, pouvant pratiquer au maximum à travers le monde entier le libre échange des matières premières et des produits finis, que par des hommes qui s'entêtent à élever des barrières entre régions, même si ces régions sont de grands pays ou des continents entiers ». Deuxièmement parce que la production sociale ne peut se développer pleinement, et libérer les hommes du besoin et de la misère que par la coopération internationale (...) ».

Selon Mattick « si elle n'est pas utilisée à des fins humaines une lutte entre nations produira (...) l'élimination de la compétition capitaliste ». Tremblez capitalistes et

prolétaires du monde entier, vous devez accepter la coopération industrielle sinon la compétition capitaliste disparaîtra. Mais, pourrait-on dire, c'est exactement ce que souhaitent les grands monopoles internationaux qui ont renié leur « nationalité » et qui font tout pour absorber leurs adversaires et éliminer leurs concurrents, où qu'ils se trouvent, sauf que les lois de l'économie politique capitaliste rendent la chose impossible, et que même si cet objectif était atteint il ne résoudrait pas la contradiction fondamentale du capital. Sous le mode de production capitaliste il n'existe pas de contradiction telle que « *les aspirations nationales opposées aux rivalités impérialistes* ». Pourquoi ? Parce que l'impérialisme est l'aboutissement du développement capitaliste national. L'impérialisme est l'enfant du capitalisme national et comme son père – qu'il tue parvenu à maturité – l'impérialisme a vocation de s'étendre et de régner sur l'humanité capitaliste après le parricide du nationalisme trop restreint pour lui permettre de se reproduire. Reprenons, le capital mondialisé se trouve à l'étroit dans la structure de gouvernance nationale et il cherche à briser ce carcan afin de se donner les conditions pour sa reproduction. Or cette gouvernance nationale sert les intérêts de la petite bourgeoisie si nombreuse en société impérialiste avancée (dans le secteur tertiaire notamment). Cette gouvernance nationale fait aussi l'affaire du petit capital national pas encore monopolistique, mais qui aspire à le devenir à l'abri des frontières nationales devenues caduques pour le grand capital. Une guerre de classe éclate donc au sein de la bourgeoisie (petite – moyenne – grande) pour le contrôle de l'appareil d'État national ; le grand capital pour le faire éclater ; le petit capital et la petite bourgeoisie pour le préserver et le renforcer. Inévitablement, c'est le grand capital qui l'emporte, mais

cette guerre de classe réactionnaire, inter-factions bourgeoises, ne concerne pas la classe ouvrière révolutionnaire qui en prend acte, sans plus. NDLR.

Poursuivons avec Mattick « *Alors qu'une attitude positive à l'égard du nationalisme trahit un manque d'intérêt pour le socialisme, la position socialiste sur le nationalisme est manifestement inefficace tout comme les pays qui en oppriment d'autres. Une position antinationaliste intransigeante semble, tout au moins indirectement, appuyer l'impérialisme (...) les socialistes n'ont pas pour rôle de fomenter les luttes pour l'autonomie nationale ; comme l'ont démontré les mouvements de « libération » qui ont surgi dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale. (...) le nationalisme ne put être utilisé à des fins socialistes et il ne fut pas un bon moyen stratégique pour hâter la fin du capitalisme* ».

Paul Mattick prétend qu'une lutte de classe contre le capitalisme national constituerait un appui à l'impérialisme, pourtant, ne faut-il pas mener la lutte anticapitaliste pour mener la guerre antiimpérialiste ? L'impérialisme ce n'est pas une puissance économique et politique étrangère. L'impérialisme est l'ultime étape de développement du mode de production capitaliste comme nous l'écrivions précédemment. En d'autres termes, chaque État capitaliste bourgeois, et chaque classe capitaliste nationale qui contrôlent cet État sont voués à évoluer jusqu'à s'intégrer dans une alliance impérialiste et à poursuivre ainsi leur lutte concurrentielle contre les autres États et contre les autres

classes bourgeoises – mais surtout, contre la classe prolétarienne mondiale dont tous tirent leur plus-value. Cette intégration internationaliste se fait d’abord sur le plan économique par le biais du commerce, des investissements de capitaux (IDF), des tractations boursières, des échanges de monnaies, des prises de contrôle d’entreprises, des prêts, du crédit, de la dette, etc. Le prolétariat révolutionnaire n’a aucun contrôle sur cette guerre concurrentielle entre alliances capitalistes qui s’affrontent à travers la concurrence, il ne peut qu’en subir les conséquences. NDLR.

Paul Mattick écrit ensuite « *Au contraire, le nationalisme détruit le socialisme, en l'utilisant à des fins nationalistes. Ce n'est pas le rôle du socialisme de soutenir le nationalisme, même quand celui-ci combat l'impérialisme. Combattre l'impérialisme sans affaiblir simultanément le nationalisme, ce n'est pas autre chose que combattre certains impérialistes et en appuyer d'autres, car le nationalisme est nécessairement impérialiste ou illusoire. L'autodétermination nationale n'a pas émancipé les classes laborieuses des pays avancés. Elle ne le fera pas non plus maintenant en Asie et en Afrique. Les révolutions nationales, l'Algérienne, par exemple, apporteront peu aux classes pauvres, à part le droit de partager plus équitablement les préjugés nationaux. Sans doute, c'est quelque chose pour les Algériens, qui ont souffert d'un système colonial particulièrement arrogant. On peut prévoir les résultats possibles de l'indépendance algérienne en examinant le cas de la Tunisie et du Maroc, où les rapports sociaux existants*

n'ont pas changé, et où les conditions d'existence des classes exploitées n'ont pas été notablement améliorées ».

Cette fois, nous sommes en accord complet avec Paul Mattick. NDLR.

CHAPITRE 5

MARXISME, NATIONALISME ET LUTTES NATIONALES AUJOURD'HUI ¹²

David McNally

Dans cette section du volume, nous reproduisons le texte de David McNally, un militant canadien de gauche qui présente dans « *Marxisme, nationalisme et luttes nationales aujourd'hui* » une excellente synthèse de l'idéologie nationaliste gauchiste. Nous reproduisons le texte tel que publié en 1996 comme document de discussion par The *New Socialist Group*, traduit en français par le groupe *La Gauche*. Tout au long du texte nous présentons nos réflexions en caractères italiques suivis des lettres NDLR.

Première partie : le défi du nationalisme au marxisme.

1. Le nationalisme domine la politique mondiale – et il le fait avec une surprenante facilité. Ouvrez n'importe quel quotidien, écoutez les discussions au travail ou à l'école, regardez ou écoutez n'importe quelle émission de nouvelles, examiner les cours qui se donnent dans les

universités et vous trouverez que la division de la population globale en entités nommées « nations » est de façon écrasante prise en considération. Au moment où j'écris ces lignes, les Jeux olympiques d'été se déroulent à Atlanta. Tous les athlètes de ces jeux sont organisés par les États nations, ils représentent « leur » État, ils portent leur couleur et leur drapeau. Les médailles gagnées par ces athlètes appartiennent à leur pays, ils sont les garants de l'honneur de leur pays et de sa fierté. Chaque jour, un tableau des médaillées est dressé par nation et est diffusé aux millions de personnes qui suivent cet événement.

Pour la vaste majorité des gens, il n'y a rien là de bizarre, d'insidieux ou de dangereux à cela. Ils prennent pour acquis qu'ils sont membres d'un État nation ; ils sont fiers de cette réalisation ; ils souffrent quand la nation est dans l'embarras ou humiliée (rappelons-nous l'affaire Ben Johnson ?) On leur dit rarement, si jamais cela a lieu, que le système des États nations est une création récente dans l'histoire humaine, que la plupart des sociétés humaines n'ont jamais eu un concept de nation qu'elles qu'il soit et que la montée du système des États nations correspond au développement international du capitalisme. De plus, rarement, on ne retrouve dans le débat politique le fait que le système de l'État nation est la forme politique qui régule, contrôle et discipline les personnes de façon à faciliter leur exploitation par le capital. Le plus souvent, nous vivons dans un univers mental où les discussions se mènent en terme national – autos japonaises, acier canadien, films américains, athlètes russes, musique jamaïcaine et ainsi de suite – et font partie du sens commun qui organise notre compréhension politique et culturelle du monde. Même la montée de nationalismes ethniques virulents – comme ceux de l'ex-Yougoslavie, ou ceux qui tuent des centaines de

milliers de personnes au Burundi ou au Rwanda actuellement, rarement nous amène à questionner l'idée de nation ou notre propre nationalisme. De façon écrasante, on examine le nationalisme des autres qui est vu comme un problème et presque jamais le nôtre.

Quoi d'étonnant dans le fait que sous le mode de production capitaliste l'idéologie bourgeoise soit dominante et couvre de sa chape de plomb l'ensemble de la société et des classes sociales, dont elle contrôle la quasi-totalité des institutions et des médias ? Cependant nous contestons l'affirmation du professeur McNally à l'effet que le nationalisme domine la politique mondiale. Le nationalisme s'étirole doucement sous les assauts des activités économiques internationales du capital mondial. NDLR.

2. Pour toutes ces raisons, le nationalisme représente sans doute le plus grand défi posé au marxisme. « **Les travailleurs n'ont pas de patrie** », disaient *Marx* et *Engels* dans le *Manifeste communiste*. Dans cet esprit, le marxisme a lancé le premier mouvement politique qui enseignait dans des termes internationaux, qui cherchait l'émancipation de l'humanité à l'échelle mondiale et affirmait que l'élimination de l'État national était son objectif le plus élevé. L'Association Internationale des Travailleurs (connu le plus souvent comme la Première Internationale), lancé en 1864, représentait la forme d'organisation qui cadrerait avec cette conception d'un mouvement politique international de la classe ouvrière. Mais, durant presque toute la période des 150 ans depuis la

publication du Manifeste communiste en a été une durant laquelle les mouvements de la classe ouvrière ont tendu (en dehors de la l'interlude de 1917-23 ou à peu près) à devenir de façon de plus en plus écrasante dominée par le nationalisme. Les mouvements ouvriers sont presque tous des organisations entièrement nationales. Ils pensent à organiser les travailleurs d'un pays donné en ayant peu de préoccupations pour leurs sœurs et leurs frères d'ailleurs. Plus encore, ils sont dominés par le nationalisme : ils tendent à soutenir les contrôles des importations (et les autres formes de protectionnisme national) à protéger « nos jobs » et « notre mode de vie ». Il n'est pas exagéré de dire que le nationalisme de gauche est l'idéologie dominante des mouvements ouvriers à travers le monde.

Ces constats étant véridiques que faut-il en penser ? Faut-il en conclure que puisque la classe prolétarienne égarée – sans idéologie prolétarienne révolutionnaire dominante dans ses rangs – sans organisation prolétarienne influente, devrait baisser les bras et se rallier au nationalisme bourgeois, aux luttes de libération nationale bourgeoise pour faire sortir la société du féodalisme et la faire entrer dans le capitalisme et accomplir les deux révolutions successives comme Lénine le proposait ? Certainement pas, car les deux révolutions en cascades ne sont pas réalisables comme l'ont prouvé les révolutions russe, chinoise, cubaine et les autres. Il faut savoir que ces analyses pseudo scientifique de l'économie politique capitaliste sont fausses même si des syndicats, des organisations de la gauche bourgeoise et des intellectuels gauchisants les propagent. Chaque révolutionnaire prolétarien doit se mettre à la tâche et au lieu de chercher

à trouver parmi ce fatras gauchisant l'explication la plus « marxiste » – trop souvent la plus dogmatique – il doit faire un travail de recherche, d'analyse de la réalité concrète, en diffuser les résultats et débattre de ces idées avec quiconque. Bref, nous recommandons que les prolétaires révolutionnaires s'écartent de tout parti politique, de toute organisation de la gauche dogmatique et sectaire héritière de la II^e, de la III^e ou de la IV^e Internationale. Il faut briser le cordon sanitaire antiprolétaire que la petite bourgeoisie sectaire, syndicaliste, des ONG subventionnées, de la société civile altermondialiste, écosocialiste, gauchiste, opportuniste et réformiste ont dressé autour des prolétaires. NDLR.

Bien que l'emprise du nationalisme peut être brisée, les perspectives sont vraiment faibles pour les politiques de l'internationalisme socialiste. C'est pourquoi la discussion « **sur la question nationale** » revient de façon récurrente dans le mouvement socialiste. Dans ce qui suit, j'essaie de passer en revue les éléments principaux des débats marxistes sur le nationalisme, pour examiner leurs forces et leurs faiblesses et pour appliquer quelques leçons qu'on peut tirer de cette étude sur les questions nationales au Canada aujourd'hui.

Deuxième partie : la question nationale de *Marx* à *Trotsky*.

3. La persistance du nationalisme et de la réalité des luttes nationales ont forcé les socialistes à revenir régulièrement sur ce sujet. Mais il est connu que les généralités ne fonctionnent pas en ce domaine. La vaste

majorité des socialistes se sont adaptés ou se sont accommodés du nationalisme ; ils ont vu leur projet comme une façon plus humaine et plus éclairée de diriger un État national (et non son élimination dans le cours d'une lutte internationale contre la « misère du monde »). Une petite minorité de socialistes ont simplement essayé d'ignorer les réalités des luttes nationales, en lançant sans cesse des appels à l'unité internationale des travailleurs du monde qui n'ont mobilisé personne et qui ignoraient les questions nationales réelles et concrètes. Il y a quelques situations importantes où les socialistes ont lutté pour trouver une voie internationaliste liée aux réalités de l'oppression nationale. L'attitude de *Marx* envers l'Irlande dans les années 1860 et l'approche de *Lénine* vis-à-vis les peuples opprimés de la Russie tsariste s'inscrivent dans cette optique. Avant d'examiner ces exemples, cependant, je veux m'étendre un moment sur les deux tendances auxquelles j'ai fait allusion.

La lutte du prolétariat révolutionnaire contre le mode de production capitaliste n'est pas une croisade, une « façon plus humaine et éclairée de diriger l'État national » bourgeois. C'est une guerre à finir où le prolétariat soit disparaîtra sous les bombes thermonucléaires du capital décadent, qui n'aura que faire de ce capital vivant non valorisable ; soit le prolétariat renversera le capital national et international afin de se donner les capacités de créer un nouveau mode de production révolutionnaire. Contrairement à ce qu'ont prétendu les bolchéviques, il n'y a aucune alternative réformiste étatiste socialiste ni de coexistence pacifique entre le mode de production capitaliste et le mode de production prolétarien communiste. NDLR.

4. Le mouvement socialiste mondial s'est acquis un caractère de masse d'abord en Allemagne à la fin des années 1880. L'Allemagne à ce moment-là était une monarchie avec un parlement qui était élu par une petite minorité de la population adulte. Avec les ans, de plus en plus de travailleurs ont obtenu le droit de vote et le parti de la classe ouvrière a été organisé, le Parti social-démocrate (mieux connu par ses initiales allemandes, le SPD), qui devint une force politique de première importance. Le SPD s'est identifié rapidement avec la « prise de contrôle » de l'État allemand et non à son renversement. Cela mena les dirigeants du SPD à être de plus en plus influencé par l'idée de l'intérêt national. Peu à peu, les dirigeants ont commencé à défendre l'idée d'un colonialisme allemand « progressiste ». Ils ont affirmé qu'un gouvernement du SPD ne donnerait pas leur liberté aux colonies allemandes ; il les traiterait simplement mieux. L'identification à l'État national était si puissante, si ancrée que la majorité de la direction du SPD en est venue à soutenir le gouvernement allemand lors de son entrée dans la Première Guerre mondiale. La plupart des partis de ladite Deuxième Internationale (fondée en 1889) l'ont rapidement suivi dans cette voie.

5. La marxiste germano-polonaise, *Rosa Luxemburg* et le marxiste russe *V.I. Lénine* ont été à l'avant-garde de l'opposition socialiste à la guerre. Les deux ont dénoncé la Guerre comme le produit de l'impérialisme et comme la conséquence de la concurrence des principales puissances capitalistes pour se diviser le monde. *Luxemburg* et *Lénine* ont développé les politiques de l'opposition socialiste internationale à la guerre et ont soutenu que les travailleurs

devraient refuser de soutenir « leurs » classes dirigeantes nationales et qu'ils devraient travailler à transformer les crises sociales liées à la guerre en guerre de classe des travailleurs contre le système capitaliste.

6. *Luxemburg* et *Lénine* ont ainsi apporté une contribution essentielle au courant internationaliste et anti-impérialiste à l'intérieur du mouvement socialiste. Malgré leurs convergences significatives en ce domaine, ils divergeaient beaucoup sur la question de l'attitude socialiste envers les luttes nationales. *Luxemburg* défendait qu'à l'âge de l'impérialisme et d'un capitalisme pleinement internationalisé, les luttes nationales étaient dépassées. L'économie mondiale était tellement développée, que l'idée d'un État nation économiquement indépendant était devenue ridicule. « *Au milieu du XIX^e siècle, disait-elle, les guerres nationales ont fait éclater les vieux empires et ont créé des nouveaux États démocratiques bourgeois et cela a été progressiste. Mais cette époque est révolue. À l'époque du capitalisme international, il est réactionnaire de soutenir la création de nouveaux États nations. La tâche était maintenant de mobiliser la classe ouvrière internationale contre le capitalisme mondial.* » À l'époque du capitalisme déchainé, il ne peut plus y avoir de guerres nationales disait-elle. Les luttes nationales « *ne peuvent servir que de moyens de démoralisation* », de duperie des masses. La position de *Rosa Luxemburg* avait un point fort : celui d'un internationalisme de principe, sa vigoureuse opposition au nationalisme. Mais selon *Lénine* elle avait deux faiblesses importantes. **Premièrement**, elle néglige le caractère hiérarchique des rapports entre les nations – **en réalité certaines sont dominantes et d'autres sont opprimées** – et sa position peut conduire les

socialistes à une position d'indifférence ou de neutralité dans les luttes entre les nations opprimantes et les nations opprimées.

Attardons-nous à nouveau à ces concepts de « nations dominantes, opprimantes et exploiteuses » et de « nations dominées, opprimées et exploitées » hiérarchiquement différenciées affirme le professeur McNally. Convenons d'abord qu'une nation n'est pas une classe sociale, c'est plutôt un groupement de classes sociales. Dans une nation, les gens ont une occupation – un métier – des conditions d'existence – l'un vend sa force de travail – sa seule propriété ou presque – l'autre achète des moyens de production et de la force de travail pour en tirer de la plus-value source de sa richesse, de son capital en définitive. Marchandises que d'autres enfin vendent et revendent aux prolétaires qui y dilapident leur salaire grugé par l'inflation. Entre ces différentes classes sociales rien de commun, pas de mentalité commune, le prolétaire a besoin de la paix pour se reproduire, le capitaliste en vient à la guerre pour assurer la reproduction de son capital. Parfois même la langue est différente d'une classe sociale à une autre, ce qui ne crée pas pour autant une oppression linguistique de classe. Si la classe dominante capitaliste française et son État oppriment les classes paysannes et prolétariennes ivoiriennes ce n'est pas la classe ouvrière française qui « profite » de cette exploitation de classe et ce n'est pas la classe capitaliste ivoirienne qui est exploitée et opprimée par ses mentors français qui au contraire lui attribue prébendes, contrats de sous-traitance et participations à l'actionnariat des multinationales du capital, qu'on a tort de qualifier de multinationales

françaises, belges ou américaines. Bref, la nation française n'exploite pas la nation ivoirienne. Incidemment, après quelque temps les milliardaires français et ivoiriens se cooptent au sein des conseils d'administration en Côte d'Ivoire, en France et ailleurs dans le monde. Dernièrement, on annonçait qu'un premier milliardaire vietnamien achetait des actions d'une entreprise chimique multinationale, celle-là même qui avait produit « l'agent orange » dont les effets font encore mourir les enfants vietnamiens, dont les parents, s'esquinte dans les « sweats shops » de la mort, propriété de ce milliardaire vietnamien. **Il n'y a pas de nations opprimées-exploitées, tout comme il n'y a pas de nations opprimantes-exploiteuses, il n'y a que des classes sociales opprimées et des classes sociales opprimantes**, vivants pour les premières sous la botte oppressive des garde-chiourmes nationaux et de leur État que chaque clan « nationaliste » bourgeois voudrait contrôler pour son bénéfice. Depuis un siècle, depuis les victoires bolchéviques et maoïstes, les communistes et les gauchistes du monde entier ont proposé de se substituer aux bourgeoisies nationalistes véreuses et chancelantes afin de réaliser les révolutions démocratiques bourgeoises, espérant poursuivre jusqu'à la révolution « socialiste » en marche vers le mode de production communiste. Ils ont tous échoué, non par la faute des traitres révisionnistes et opportunistes réformistes, mais parce que les conditions économiques objectives, le développement des forces productives dans ces pays arriérés, d'un point de vue industriel, exigeaient le développement préalable du capitalisme. Les chefs « communistes » se sont donc retrouvés dans la position de cadres du capitalisme d'État soi-disant en marche vers le mode de production prolétarien communiste via l'économie de marché et le mode de production socialisé qui n'a jamais été autre chose

*que la voie étatique totalitaire vers le capitalisme, puis l'impérialisme, comme l'ont démontré l'histoire de l'URSS et de la Chine « communiste ». Dans l'histoire il n'y a jamais eu de « lutte de libération nationale prolétarienne » il n'y a eu que des luttes d'une bourgeoisie nationale, ou d'une faction de celle-ci, se servant des classes sociales paysannes et prolétariennes nationales comme chair à canon pour la défense de leurs actions et de leurs ambitions ainsi que l'ont démontré toutes les guerres de libération nationale bourgeoises où le prolétariat se retrouve aujourd'hui, après moult péripéties, à guerroyer pour se libérer de ses nouveaux geôliers nationaux. **Sans libération économique globale, il n'y a pas de libération politique et idéologique nationale.** Pire, à l'époque de l'impérialisme moderne mondialisé il est impossible pour une section nationale du prolétariat international de mener une révolution émancipatrice dans un seul, ou dans deux ou trois pays. La révolution prolétarienne à venir sera mondiale ou elle ne sera pas. NDLR.*

Deuxièmement, la position de *Rosa Luxemburg* sous-estime l'importance pour les socialistes de défendre les droits des peuples opprimés jusqu'à leur autodétermination comme moyen de défier le chauvinisme national qui frappe les travailleurs et les nations dominantes. Selon *Lénine*, l'erreur de *Luxemburg*, en d'autres termes, vient du fait qu'elle considère les luttes nationales du point de vue généralement abstraites de l'économie mondiale. En faisant cela, elle perd de vue les dynamiques politiques concrètes, la façon dont les conflits nationaux structurent le terrain de la lutte politique et la conscience de classe de la classe ouvrière. Si les marxistes

doivent être réellement partie prenante des débats politiques dans la société, affirme *Lénine*, une position abstraite et intemporelle de cette espèce « toutes les luttes nationales sont dépassées » ne sert à rien. Au contraire, les socialistes révolutionnaires doivent essayer de comprendre comment des luttes nationales données affectent le terrain général de la lutte politique dans la société et **construire leur démarche à partir de là**. *Lénine* a présenté la thèse qu'il a développée dans ce domaine comme une élaboration de la position que *Marx* avait pris dans la lutte pour l'indépendance irlandaise. En fait, la position de *Lénine* était plus originale que ça. Il a développé une approche complètement nouvelle de tout le problème des luttes nationales. Mais commençons par examiner la position de *Marx* sur l'Irlande et nous verrons ce que *Lénine* en a fait.

Le professeur McNally pénètre ici au cœur de la théorie léniniste. McNally explique que Lénine effectue quelques pirouettes et il nous invite à le suivre à la trace : 1) il constate que le prolétariat est influencé par l'idéologie bourgeoise hégémonique, par l'idéologie nationaliste chauvine notamment. En effet, dans une société de classes l'idéologie de la classe dominante est hégémonique nous l'avons déjà écrit. 2) Lénine en tacticien pragmatique affirme que les « socialistes doivent essayer de comprendre comment des luttes nationales données affectent le terrain général de la lutte politique (...) il faut construire une démarche à partir de là » suggère Lénine. Vous aurez noté que Lénine ne propose pas encore que les communistes s'emparent de la direction des luttes nationalistes bourgeoises, mais simplement « qu'ils construisent une démarche !?... » On sait aujourd'hui que cette démarche

consistera, pour les partis communistes de la III^e Internationale notamment, à se substituer aux bourgeois nationalistes chancelantes, ou alors à se mettre à la remorque des bourgeois nationales afin d'assurer la victoire des révolutions démocratiques capitalistes.
3) *Lénine tente ensuite de sceller le cercueil de Rosa Luxemburg et des internationalistes révolutionnaires en appelant Marx à la rescousse. Nous y reviendrons. NDLR.*

7. *Marx et Engels* avaient d'abord accordé peu d'importance à la lutte de l'indépendance irlandaise face à la Grande-Bretagne. En 1848, par exemple, ils avaient affirmé que le mouvement ouvrier de masse britannique de cette période (connu comme le *Chartisme*) devrait se préoccuper de ce problème. Ils voyaient la question irlandaise comme un aspect vraiment mineur de la lutte de la classe ouvrière d'Angleterre et ils ont souvent accusé les nationalistes irlandais de ne pas s'allier avec le *Chartisme*. Après le déclin du *Chartisme*, comme le sentiment anti-irlandais commençait à jouer un rôle plus important dans la politique britannique et que le mouvement *Fenian* pour l'indépendance de l'Irlande se développait de nouveau dans les années 60, la position de *Marx* a de nouveau changé. La thèse de *Marx* s'exprimait comme suit. **Premièrement**, il affirma qu'étant donné que le sentiment anti-irlandais amenait les travailleurs anglais à s'identifier aux classes dirigeantes, cette réalité était le plus important obstacle à une politique d'indépendance de classe de la classe ouvrière.

« Le travailleur anglais ordinaire hait le travailleur irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de

vie. Dans ces rapports aux travailleurs irlandais, il se perçoit lui-même comme un membre de la nation dominante et se positionne lui-même comme un instrument des aristocrates et des capitalistes de son pays contre l'Irlande, renforçant ainsi leur domination sur lui. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise » (Marx et Engels, L'Irlande et la question irlandaise).

Deuxièmement, *Marx défend maintenant que la lutte nationale en Irlande était la clé qui allumera la révolution ouvrière en Angleterre. En cela, il reconnaît que c'est un renversement de sa position antérieure. « Pendant longtemps, j'ai cru qu'il serait possible de renverser le régime irlandais grâce à la montée de la classe ouvrière anglaise. Une étude plus approfondie m'a convaincu de l'opposé : la classe ouvrière anglaise ne fera rien de décisif, ici en Angleterre, tant qu'elle ne rompra de façon la plus nette, dans sa politique irlandaise, avec la politique des classes dominantes ; tant qu'elle ne fera pas, non seulement cause commune avec les Irlandais, mais encore ne prendra pas l'initiative de la dissolution de l'Union forcée de 1801 et de son remplacement par une confédération égale et libre. » (Marx et Engels, L'Irlande et la question irlandaise. Page 294).*

Dans l'extrait précédent Marx commet une erreur parfaitement compréhensible en ce début du mouvement politique ouvrier. Marx croit que le prolétariat doit s'organiser en vaste parti de masse et présenter une plateforme électorale aux élections bourgeoises. Un programme de classe comprenant des propositions comme

« le remplacement de l'Union forcée par une confédération égale et libre ». Plus d'un siècle d'histoire électoraliste des partis ouvriers dans le monde nous enseigne que d'un point de vue révolutionnaire il n'y a rien à attendre de ces partis politiques électoralistes de masse ni de la participation prolétarienne aux élections bourgeoises. Nous savons maintenant que le mouvement insurrectionnel et révolutionnaire spontané se développe autrement, notamment en renforçant le mépris et le rejet complet, que de toute manière le prolétariat développe instinctivement, n'en déplaie aux candidats de « gauche », vis-à-vis l'État bourgeois et sa gouvernance, vis-à-vis les mascarades électorales et vis-à-vis le nationalisme chauvin. En cela on peut affirmer que la classe ouvrière est à l'avant-garde de « l'avant-garde ». NDLR.

L'expérience de repenser la question irlandaise a été d'une importance générale pour *Marx et Engels*. Cela a conduit *Marx*, par exemple, à faire cette magnifique réflexion « *toute nation qui en opprime un autre forge ses propres chaînes* ». À bien des égards, ce qu'a fait *Lénine* est de reprendre cette intuition et de l'appliquer systématiquement.

L'empire des Tsars de Russie renfermait des dizaines et des dizaines de communautés nationales opprimées. En essayant d'organiser un mouvement de la classe ouvrière dans l'empire tsariste, les marxistes russes étaient inévitablement confrontés aux aspirations nationales. Beaucoup de marxistes russes ont refusé ça et ont suggéré que les enjeux nationaux n'avaient pas leur place dans un mouvement marxiste. Les premiers écrits de *Lénine* ne

prêtaient pas attention à ces questions. Mais avec le temps la question nationale en vint à jouer un rôle de plus en plus important dans sa pensée. Avec la Première Guerre mondiale, il a développé une attitude très spécifique envers cet enjeu. Les conceptions de *Lénine* reprennent les éléments suivants...

Pourquoi Lénine a-t-il été contraint de développer une politique nationaliste au cours de la Révolution russe ? Parce que les bolchéviques n'ont pas dirigé une révolution prolétarienne anticapitaliste, le capitalisme étant balbutiant et le prolétariat peu développé dans la société russe semi-féodale aux masses paysannes formées majoritairement de moujiks, quasi esclaves, soumis aux rapports de production féodaux, où les éléments constituant d'une nation étaient en développement. Il ne manquait que l'État-nation capitaliste que Staline érigea promptement. Pour mener une révolution prolétarienne il faut un vaste prolétariat éduqué, expérimenté, paupérisé, conscient internationalement et connecté aux autres fractions du prolétariat mondial. Pour réussir leur révolution démocratique capitaliste et abattre le mode de production féodale Lénine et les bolchéviques ont dû mobiliser et encadrer les masses paysannes arriérées, analphabètes, dans une vaste jacquerie pour « donner la terre à celui qui la travaille » (ce qui ne durera pas longtemps), dans le cadre de communautés d'appartenance locales ou régionales et ainsi les léninistes consolidèrent les nations bourgeoises de toutes les Russies en même temps qu'ils construisirent un capitalisme d'État vigoureux, assez puissant pour affronter le capitalisme allemand. Rien de révolutionnaire prolétarien dans tout ceci. C'est la raison

pour laquelle, à la mort de Staline, Khrouchtchev n'aura aucun mal à consolider l'emprise nationale russe sur l'ensemble multinational soviétique sur lequel vogue aujourd'hui Vladimir Poutine. NDLR.

Premièrement, l'ordre du monde impérialiste établit une hiérarchie entre les nations ce qui produit inévitablement des révoltes nationalistes. **Deuxièmement**, le problème principal pour les marxistes est comment trouver une assise internationaliste dans un monde dominé par les conflits nationaux. **Troisièmement**, le problème stratégique central est d'essayer d'amener les travailleurs de sentiments nationalistes à des sentiments internationalistes. **Quatrièmement**, le plus grand obstacle pour ce faire c'est le nationalisme des travailleurs des nations dominantes (comme l'affirmait *Marx* au sujet des travailleurs anglais dans le cas de l'Irlande) ce qui les conduit à s'identifier à leur classe dirigeante, ce qui renforce le nationalisme des travailleurs des nations opprimées (car ces derniers ne voient pas que les travailleurs de la nation dominante sont le moins sympathiques à leurs aspirations de se libérer de l'oppression nationale). En conséquence, selon *Lénine*, **les marxistes doivent soutenir le droit des nations opprimées à l'autodétermination, y compris le droit de former un État indépendant.**

Pourquoi le fait que le capitalisme se développe à différentes vitesses dans différents pays produirait-il des « révoltes » nationales si ce n'est parce que les

bourgeoisies de ces divers pays sont forcées de s'affronter pour les marchés ? Que doit-on penser de ces observations de Lénine et de sa conclusion sur le droit des nations à l'autodétermination, sur le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » ? En 1917, et nous ajoutons en 1949, au moment de la « Libération nationaliste bourgeoise de la Chine par la Révolution de démocratie nouvelle », les conditions objectives et subjectives de la révolution prolétarienne internationaliste n'étaient aucunement réunies et de ce fait la révolution prolétarienne était impossible. Un mode de production ne peut être renverser tant qu'il n'a pas harnacher toutes les forces productives qu'il est assez large pour contenir (reproduire), ce qui était loin d'être le cas pour l'industrie naissante de la Russie tsariste, de même pour la Chine maoïste de 1949. C'est cette triste réalité qui a impulsé les contorsions opportunistes de Lénine, puis de Mao, pour justifier que des communistes dirigent ces révolutions démocratiques nationalistes bourgeoises. NDLR.

Le point central de la thèse de *Lénine* est son insistance sur le politique contrairement à *Luxemburg* qui s'appuyait sur une thèse fondamentalement économique. *Lénine* insiste que le nationalisme représente une division politique importante à l'intérieur de la classe ouvrière. L'approche marxiste prend cette division politique comme le point de départ de l'effort pour le dépasser. Dans ce but, la principale question n'est pas celle de la viabilité économique d'un État nation donné, mais quelles tactiques seront les plus importantes pour construire la solidarité de classe et l'internationalisme. Et la réponse de *Lénine* est claire : miner le chauvinisme national des travailleurs de la

nation dominante en faisant campagne ouvertement pour le droit des nations opprimées à déterminer leur propre futur. Pour gagner les travailleurs dans la nation opprimée, une telle position devrait représenter le principal coup porté aux identifications nationalistes.

Ce raisonnement de M. McNally est le contraire d'une approche matérialiste dialectique. Les rapports de production découlent du développement des forces productives et des autres moyens de production et non l'inverse. Ce qui rendra les prolétaires internationalistes ce ne sont pas les prêchiprêchas des « communistes » et autres gauches opportunistes, mais le développement même du capitalisme mondialisé – globalisé qui forcera l'internationalisation de la classe ouvrière dans la pratique, dans la politique et dans l'idéologie, ce qui est aujourd'hui en voie de s'accomplir. NDLR.

Lénine a rendu très clair que cela ne signifie pas que les marxistes voudraient voir de plus en plus d'États nations indépendants. Au contraire, comme internationalistes marxistes, il favorisait les fédérations qui amèneraient les travailleurs dans une vie politique commune. Mais de telles fédérations devraient être volontaires. On devrait s'opposer à des associations politiques forcées ou coercitives ou oppressives.

« Si nous demandons la liberté de sécession pour les Mongols, les Perses, les Égyptiens et toutes les autres nations opprimées sans exception, ce n'est pas parce que

*nous favorisons la sécession, mais seulement parce nous défendons l'association volontaire et différente d'une association forcée ».*¹³

Soutenir le droit des nations à l'autodétermination est ainsi devenu un élément clé de l'approche stratégique de la construction de la solidarité internationale des travailleurs. Non pour soutenir que ce droit signifie l'alignement avec le nationalisme dominant. Cela signifie que se contenter d'un internationalisme abstrait échoue à reconnaître l'importance de l'expérience de la domination, ou ce que *Lénine* a nommé « *la psychologie qui est si importante en ce qui concerne la question nationale.* » (Collected Works, volume. 19. Page 499). La solidarité internationale nécessite, en d'autres mots, que les travailleurs des nations dominantes se fassent les défenseurs les plus conséquents du droit des peuples opprimés dans « leur » État à s'autodéterminer (y compris à se séparer).

Mais d'où vient cette idée qu'un peuple « opprimé » puisse s'autodéterminer et s'émanciper dans « son » État national bourgeois ? L'État national bourgeois (capitaliste classique ou soviétique) n'est jamais l'État de « tout un peuple », et surtout pas du prolétariat, mais il est toujours l'État de la classe dominante qui opprime ce prolétariat. L'État est le premier instrument d'aliénation de la classe opprimée. Si cette classe souhaite s'émanciper, elle doit commencer par détruire cet État démocratique bourgeois, national et chauvin. Ainsi, en Union soviétique, après des dizaines d'années de capitalisme d'État, le nationalisme, le chauvinisme, la religion rétrograde et tout un fatras d'idées bourgeoises décadentes étaient florissantes et elles

éclatèrent au grand jour au moment de la « Pérestroïka - Glasnost ». Les vœux pieux des bolchéviques à propos d'accorder l'autodétermination nationale n'ont jamais permis à un seul peuple ou à une minorité ethnique de quitter le giron de l'État soviétique. NDLR.

En même temps, *Lénine* défend une telle opposition de principe au nationalisme dominant et permet aux travailleurs des nations opprimées de cheminer du nationalisme au socialisme. Alors que les socialistes des nations opprimantes défendent le droit des opprimé-E-s à l'autodétermination, les socialistes des nations opprimées « *doivent accorder une importance centrale à l'unité et à l'alliance des travailleurs des nations opprimées avec ceux des nations opprimantes ; autrement ces sociaux-démocrates les Thèses sur les questions nationales et coloniales de l'Internationale communiste deviendront involontairement les alliés de leur propre bourgeoisie nationale* ». ¹⁴ Dans le même ordre d'idée, affirment que même en apportant son soutien aux luttes nationales bourgeoises contre le colonialisme, les socialistes insistent sur « *l'indépendance de classe du mouvement prolétarien* ».

Dans quel pays a-t-on vu les travailleurs de la soi-disant « nation opprimée » cheminer du nationalisme à l'internationalisme communiste par la magie spontanéiste de la « libération nationale » factice ? C'est plutôt le contraire que l'on observe. Des prolétaires indifférents aux idées nationalistes chauvines bourgeoises subjuguées par

ces idées réactionnaires, emprisonnés qu'ils sont dans des guerres nationales fratricides où leurs foyers sont détruits au nom de la patrie. Nous pensons pour notre part qu'au moment où les conditions objectives de la révolution prolétarienne mondiale seront réunies la question nationaliste bourgeoise ne sera plus une question d'importance, surtout pas pour le prolétariat internationaliste, et ce ne sera pas par la faute des « communistes ». NDLR.

Cette analyse a considérablement renforcé la capacité des socialistes à s'engager sérieusement dans les luttes nationales en cours sans abandonner leurs objectifs socialistes. Pour ces raisons, nous pouvons apprendre énormément des écrits de *Marx* sur l'Irlande et des discussions de *Lénine* sur la question nationale. En même temps, ces écrits n'offrent guère plus que des balises. Après tout, défendre le droit de séparation ne dit rien sur les conditions où on le défend. Plutôt que de fournir une formule qui peut simplement être appliquée dans tous les contextes, ils sont un point de départ pour guider notre analyse. Essayer de les utiliser n'est pas un substitut à une analyse sérieuse. Avant de discuter comment nous devons utiliser ces analyses dans notre approche des luttes nationales dans l'État canadien, il est important d'examiner les enjeux du nationalisme et de l'internationalisme tels qu'ils se sont exprimés après la mort de *Lénine* en 1924. Le mouvement communiste international a glissé de l'internationalisme au nationalisme sous l'impact de la dégénérescence de la révolution de 1917 en Russie et la montée du stalinisme.

*La Révolution de 1917 a été, du début à la fin, une lutte de libération nationale des bourgeoisies nationales de toutes les Russies, qui se sont précipitées pour adhérer au parti bolchévique pendant que l'aristocratie corrompue migrait en masse vers l'Europe ou encore qu'elle levait des armées blanches pour défendre son mode de production féodale décadent. **Le stalinisme n'a pas été le fossoyeur de la révolution prolétarienne russe puisque cette révolution prolétarienne n'a jamais eu lieu** – le petit prolétariat russe, faible et inexpérimenté, était bien incapable de mener une telle révolution sur le vaste continent russe arriéré et peu industrialisé et encore moins de l'exporter dans le monde entier. Par ailleurs, Staline a fait la démonstration qu'il avait compris l'urgence nationale soviétique qui consistait à construire rapidement un capitalisme national et un État industrialisé. Entourer d'ennemis comme l'était la Russie bolchévique l'aventurisme pseudo révolutionnaire de Trotski faisait peur, voilà pourquoi cet intellectuel bourgeois fut écarté du pouvoir. Staline n'a pas modifié la politique nationaliste bolchévique il l'a simplement appliquée et accélérée. S'appuyant sur ce nationalisme le « Petit père des peuples » a pu exiger les plus grands sacrifices stakhanovistes aux paysans russes transformés en prolétaires et assurer ainsi l'industrialisation rapide du pays le préparant à affronter l'impérialisme allemand. NDLR.*

Aussitôt qu'en 1923, l'idée du « **bolchévisme national** » a été développée par le *Parti communiste allemand*. Une fois que Staline a déclaré qu'il était possible

de construire « *le socialisme dans un seul pays* », la porte était ouverte à l'adoption de l'idée de luttes nationales distinctes pour le socialisme, termes de référence des nationalismes dominants. Ainsi, par exemple le *Parti communiste du Canada* a rapidement découvert que le nationalisme canadien était « progressiste » alors que les membres du PC au Québec qui essayait de promouvoir une compréhension plus différenciée de la lutte nationale du Québec étaient régulièrement expulsés pour « nationalisme bourgeois ».

Une des grandes contributions historiques de *Léon Trotski* a été de résister à la notion de lutte pour le socialisme comme étant une lutte nationale et de s'en tenir fermement à l'internationalisme marxiste. Avec tous leurs terribles problèmes, les groupes trotskistes ont joué un rôle important en sauvegardant ces idées vivantes à l'époque où le nationalisme dominait la gauche. La contribution spécifique de *Trotski* à cette époque a été sa théorie de la « *révolution permanente* ». Originellement formulé comme la perspective stratégique pour la révolution russe à venir, à la fin des années 20, *Trotski* l'a reformulée comme la théorie des relations entre les luttes de classes et les luttes nationales à l'époque de l'impérialisme.

8. La **théorie de la révolution permanente** a été une contribution brillante et originale à la pensée marxiste. En rejetant l'idée schématique, linéaire et mécanique que toute société devait passer par des stades historiques donnés avant de lutter pour le socialisme, *Trotski* a défendu que l'analyse concrète des dynamiques des classes dans une société donnée dût se faire dans le contexte de ses rapports avec l'économie mondiale. Ainsi, alors que la plupart des marxistes russes défendaient que la Russie devait d'abord

faire une « révolution démocratique bourgeoise » contre le tsarisme et alors compléter un stade du développement capitaliste avant que la lutte pour le pouvoir ouvrier soit à l'ordre du jour, *Trotsky* a défendu que la bourgeoisie russe était trop effrayée par le pouvoir grandissant du jeune prolétariat russe pour conduire la lutte contre la monarchie tsariste. Effrayée que le mouvement révolutionnaire pour la démocratie libérale puisse déboucher sur des grèves de masse et faire descendre un prolétariat insurgé dans les rues se battant pour ses revendications de classe particulières (ce qui s'était en fait passé en 1905), la bourgeoisie russe a rapidement abandonné une telle lutte, soutenait-il. Il en a résulté, que la direction de la lutte anti-tsariste passerait au prolétariat qui donnerait sa marque au mouvement, l'amenant vers la lutte pour la démocratie ouvrière. Empruntant une phrase à *Marx*, *Trotsky* a décrit cela comme la « **révolution permanente** » – qui commence comme un mouvement révolutionnaire pour la démocratie libérale et qui transcroît dans une lutte pour la démocratie socialiste et le pouvoir ouvrier.

La théorie de *Trotsky* (développée en 1905-1906) a démontré une profonde anticipation de la dynamique de classe du processus révolutionnaire de 1917. Sous l'impact du mouvement révolutionnaire en Chine dans les années 20, *Trotsky* a rapidement étendu la théorie de la Russie au monde colonial en général. Dans les colonies, il suggère, que le même modèle soit appliqué : une bourgeoisie craintive se retire de la lutte anti-coloniale, cette dernière triomphera seulement sous la direction du parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Bien qu'il y ait des enseignements importants à tirer de cette analyse, il existe le risque d'une surgénéralisation (sic). Après tout, en l'absence d'une classe ouvrière auto-organisée et

combattive comme celle du mouvement ouvrier russe de 1905 et 1917, pourquoi des groupes bourgeois et petits bourgeois se retiraient-ils de la direction des luttes nationales. En effet, ils ne se sont pas retirés. Dans des pays comme l'Inde, l'Algérie, le Pakistan, le Bangladesh et des dizaines d'autres, les mouvements nationalistes n'ont pas été dirigés par la classe ouvrière et ont mis en place des États nations indépendants. En Chine, le dit Parti communiste a conduit une lutte sans aucune activité auto-organisée de la classe ouvrière, et sans aucune apparition d'organes de démocratie ouvrière.

Le monde d'après 1945 a été le témoin d'une succession d'indépendances nationales dans lesquels les mouvements de la classe ouvrière n'ont pas joué de rôle significatif. Clairement, ces réalités demandent que soit révisée la théorie de *Trotsky*. Quelle que soit sa force, elle ne peut être utilisée comme une prédiction universellement valide concernant les luttes nationales à l'époque de l'impérialisme. Certains trotskistes tentent de discuter de ces événements qui ont clairement été en porte-à-faux avec la théorie de *Trotsky*. D'autres, cependant, continuent à défendre dogmatiquement la lettre des écrits de *Trotsky*. La plus grande organisation trotskiste américaine (*Socialist Workers Party*) a produit un document en 1974 par exemple qui affirme : « à l'époque impérialiste, la bourgeoisie nationale dans les pays industriellement retardataires trahit sa propre révolution et les tâches démocratiques bourgeoises, y compris la réalisation de l'indépendance nationale ne peuvent être réalisées que par la révolution socialiste ».¹⁵

9. Maintenant, le fait que cette prétention soit évidemment fausse (c.-à.-d. que l'indépendance nationale

peut être réalisé sans révolution socialiste) ne semble pas compter. *Trotsky* l'a dit, par conséquent cela doit être vrai. Et nombre de trotskistes qui défendent une telle ligne ont commencé à voir des révolutions socialistes et des États ouvriers un peu partout. En Algérie, en Égypte où un régime nationaliste progressiste prenait le pouvoir. Après tout, si l'indépendance nationale ne peut être réalisée que par une révolution socialiste, alors la réalisation de l'indépendance nationale devrait vouloir dire qu'une telle révolution a eu lieu. Le fait que rien de semblable à une révolution socialiste ne peut être reconnu – comme des millions de personnes opprimées descendant dans les rues et attirant les bases de l'armée de leur bord, comme des grèves de masse et l'occupation des lieux de travail, comme de nouvelles institutions populaires d'autogouvernement apparaissant sur les lieux de travail et dans les communautés – ne semblent importants. Allant plus loin que *Trotsky* avait été, quelques groupes ont commencé à défendre qu'il y avait une logique cachée qui conduisait les luttes nationales à la révolution socialiste. Même s'ils ne le savaient pas, des nationalistes bourgeois et petit-bourgeois menaient actuellement des révolutions ouvrières. La primauté de l'auto-émancipation ouvrière a rapidement disparu (comme si la plupart des groupes sociaux pouvaient construire le socialisme). Et inévitablement, la ligne entre le nationalisme et le socialisme s'est estompée. Après tout, si le nationalisme antiimpérialiste transcroit automatiquement en socialisme, alors la ligne entre les deux est vraiment très mouvante. Certains trotskistes qui ont défendu de telles conceptions sont éventuellement devenus plus ou moins acritiques et ont adhéré au nationalisme d'allure progressiste (Cuba, Nicaragua, Grenade) et ont abandonné l'idée de la révolution permanente et son insistance sur l'indépendance

de la classe ouvrière et de son organisation socialiste dans la lutte nationale. C'est ainsi qu'a évolué le *SWP* américain.

J'ai rappelé ces éléments parce qu'ils soulignent comme il est important de résister aux formules simples quand nous parlons des luttes nationales. Il n'y a pas de loi générale ou de dynamiques des luttes nationales aujourd'hui (et il n'y en a jamais eu). Une des erreurs de beaucoup de marxistes a été d'en chercher une plutôt que de prendre en compte la tâche de loin la plus importante de développer une analyse concrète des particularités des luttes nationales dans une conjoncture historique déterminée. Avec cette préoccupation en tête, je veux rapidement faire quelques considérations préliminaires sur les luttes nationales dans l'État canadien. Mais avant, je veux souligner des secteurs dans lesquels l'approche marxiste du nationalisme reste faible et nous devons être conscients que ces secteurs doivent être des secteurs de travail pour développer une compréhension plus large du nationalisme dans le monde moderne.

Troisième partie : les problèmes de la théorie marxiste du nationalisme.

10. Un des éléments forts des conceptions de *Marx* sur l'Irlande et des écrits de *Lénine* sur la question nationale, c'est qu'elles fournissent une façon de soutenir les luttes nationales des peuples opprimés sans se faire les champions d'une forme quelconque de nationalisme. C'est ce qui fait que leur héritage est un héritage des plus importants. Mais une fois cela dit, nous devons être conscients que ni *Marx* ni *Lénine* ne nous ont réellement fourni une théorie nous permettant de comprendre un des problèmes les plus importants que nous rencontrons dans ce domaine :

L'incroyable pouvoir et la persistance du nationalisme et des identifications nationales. Plutôt qu'une diversion temporaire ou épisodique d'une conscience de classe plus développée, le nationalisme a dominé et continue de dominer les pensées de la vaste majorité de la classe ouvrière et des peuples opprimés. Je ne prétends pas avoir toutes les réponses pour lesquelles il en est ainsi. Mais laissez-moi fournir quatre explications partielles de ce qui devra être exploré et développé.

11. Le **premier sujet** est ce que nous pouvons nommer **l'attirance pour la citoyenneté**. Rappelons-nous que dans les premiers mouvements de la classe ouvrière a été créée dans des contextes où la vaste majorité de la classe ouvrière ne votait pas. Pour cette raison, la lutte pour les droits démocratiques, spécialement le droit de vote, occupait une place majeure dans l'agitation socialiste. En effet, le socialisme – habituellement désigné sous le nom de social-démocratie – est souvent apparu pour l'inclusion de la classe ouvrière à l'intérieur de la démocratie capitaliste. Cela a produit toute une tradition historique où la démocratie capitaliste était critiquée simplement pour ne pas être suffisamment inclusive. Résultat, la question de la forme du pouvoir politique capitaliste – **l'État nation bourgeois** – et ses problèmes inhérents (bureaucratisme, définition nationale de la citoyenneté, séparation du pouvoir économique du pouvoir politique) ont été rarement soulevés. Cela a voulu dire que les mouvements ouvriers ont cherché généralement la pleine citoyenneté à l'intérieur de la démocratie capitaliste. On ne peut nier l'importance de cette lutte. Après tout, la lutte pour les droits démocratiques bourgeois, la bataille pour être considéré comme un membre à part entière de la société a une signification fondamentale. Mais dans le processus, la

classe ouvrière devient souvent liée à cette espèce d'idée, ils ont peu de liens avec les traditions politiques qui mettent de l'avant une critique radicale des limites inhérentes et des biais de la démocratie libérale elle-même. Ainsi une définition libérale-capitaliste des droits et de la citoyenneté s'enracine historiquement et profondément dans les mouvements ouvriers – dans laquelle les personnes sont définies comme des entités séparées appelées «individus» qui sont en compétition économique sur les marchés qui sont régulés par des lois qui ne reconnaissent que les droits des individus (et de leurs familles) qui sont largement des acheteurs et des vendeurs de biens et de services (tout ceci est, dans un sens, le plus souvent défini comme le « réformisme »). On a dit que les marxistes ne prêtaient pas suffisamment attention au pouvoir idéologique des notions de citoyenneté, préférant simplement souligner la corruption et le caractère de vendu des dirigeants qui ont trahi le mouvement socialiste. Si nous devons développer une alternative sérieuse au réformisme, il sera cependant nécessaire non seulement de dénoncer les « dirigeants corrompus », mais, et c'est plus important, de trouver les façons d'avancer une critique de la démocratie capitaliste et de la citoyenneté en reconnaissant **l'importance des droits** quand nous faisons une critique de leurs limites, critique qui pourrait ainsi avoir un écho dans les expériences de la classe ouvrière, au lieu de sonner comme des slogans réducteurs.

*Vous aurez noté que l'intellectuel titre son chapitre « **Les problèmes de la théorie marxiste du nationalisme** », indiquant par-là que l'objet de son étude n'est pas le nationalisme entrave à la révolution prolétarienne dans la pratique concrète de la lutte de classe, mais la théorie*

marxiste pour elle-même, sa pureté et sa défense contre l'impureté déviationniste (sic), activité qui constitue en elle-même un déviationnisme prolétarien. L'intellectuel n'a pas songé que « l'incroyable persistance du nationalisme » chauvin et réactionnaire était reliée à l'incroyable persistance du mode de production capitaliste qui n'en finit plus de tituber et de se relever, une crise après l'autre. La gauche réformiste qu'à une certaine époque on appelait « opportuniste de gauche » puis « révisionniste de droite » a toujours maraudé en périphérie de la classe prolétarienne, cherchant une posture pas trop contraignante par laquelle elle pourrait vendre ses aspirations visant à conserver le régime « nationaliste démocratique bourgeois », ou à le réformer jusqu'à le rendre acceptable à la classe ouvrière. La petite bourgeoisie a toujours été la base sociale du gauchisme, de l'anarchisme et du terrorisme, qui ne sont que des variantes radicales du réformisme. La petite bourgeoisie, y compris sa section intellectuelle, – classe sociale vouée à la disparition sous l'évolution impérialiste du mode de production capitaliste – s'accroche désespérément aux particularités du capitalisme national qui ont assuré sa subsistance telle que le droit bourgeois, la représentation parlementaire, la gouvernance « démocratique » de l'immense État bourgeois tentaculaire. Tout cela amène la sous classe petite-bourgeoise à adhérer à toutes les luttes pour la défense des droits « démocratiques » bourgeois (gentrification, féminisme, LGBT, droits des animaux, communautarisme, laïcité, justice sociale, défense des assistés sociaux et des SDF, scolarité, soins de santé, environnement, agriculture urbaine, écologie, consommation et surconsommation, pauvreté volontaire, charité pour le tiers-monde, décolonisation, nationalisme, pacifisme, antiracisme, droits des détenus, cyclisme urbain,

*naturisme, nutrition, etc.), tout et n'importe quoi exceptées les luttes de la classe prolétarienne qu'elle juge trop radicale, parfois violente, et qui ne sont pas publicisés par les médias « people » et par ceux de formatage à la solde. **La petite bourgeoisie** est très sensible à cet aspect de visibilité médiatique et d'effet de mode. Ceci est lié à sa pratique sociale et culturelle. La petite bourgeoisie a pour fonction principale d'assurer les services de reproduction de la population, sous tout rapport. Le **petit bourgeois** conçoit la lutte de classe comme une mission et un bénévolat où il doit conscientiser et faire progresser la volonté des opprimés, que le petit bourgeois croit incapables de comprendre leur oppression et leur misère. Pour le petit-bourgeois s'il réussit à convaincre suffisamment de gens à une cause ils vaincront par la pétition, car le petit bourgeois croit sincèrement à la démocratie représentative bourgeoise, à la démocratie citoyenne du nombre – forcément, c'est son gagne-pain. Le petit bourgeois ne comprend pas que pour mener une révolution sociale il doit exister une conjoncture révolutionnaire qui mobilisera spontanément les effectifs requis – il n'aura rien à faire pour cela – la crise économique y pourvoira. La véritable question sera alors – non pas combien de prolétaires sont mobilisés –, mais vers quels objectifs sont-ils dirigés ? Par sa lutte quotidienne, sur le front économique notamment, la classe prolétarienne connaît la pusillanimité des « droits-privilèges » et des « acquis sociaux » éphémères arrachés temporairement malgré la dictature du grand capital. La classe prolétarienne sait que la dictature bourgeoise c'est « ferme ta gueule » alors que la démocratie bourgeoise c'est « cause toujours ». Pas plus que la mobilisation de la classe ouvrière comme chair à canon dans les guerres de libération nationale bourgeoise n'a rapporté quoique ce*

soit au prolétariat – la mobilisation de la classe ouvrière dans les guerres bourgeoises pour la défense de la « liberté, la démocratie, le droit de négocier » et les pseudo « droits et acquis sociaux » ne lui rapporteront quoi que ce soit, sinon l'expérience de la lutte et les déceptions. Sous la crise économique systémique du capitalisme, il n'y a aucun programme de réforme qui tienne. C'est le renversement de l'État bourgeois et l'abolition du mode de production capitaliste et son remplacement non pas par « l'économie socialiste », mais par le mode de production prolétarien-communiste qui sont les objectifs de la révolution sociale prolétarienne. NDLR.

12. En lien avec cet élément, il y a un **deuxième problème** : les versions du socialisme centré sur l'État ont dominé le XX^e siècle. Durant toute cette période historique, la plus importante partie de la gauche a présenté la propriété étatique comme l'essence sociale et économique du socialisme. *Marx* a mis au centre de sa critique du capitalisme ce qu'il a appelé les rapports sociaux de production, ce qui signifie les rapports de domination, de contrôle, d'aliénation et d'exploitation induits par la façon dont la richesse est produite dans la société capitaliste. Ce qui a découlé de cette approche a été l'idée que le socialisme mène au développement de nouveaux rapports de production basés sur des formes non aliénées de contrôle et d'autogestion de la production par la classe ouvrière. Le contrôle ouvrier sur la production et de nouvelles institutions gouvernementales autogestionnaires sont au cœur d'une telle perspective.

Durant l'époque où les partis communistes stalinisés ont dominé la gauche (1925-1980 ou à peu près), ces acquis ont été perdus. La propriété étatique des moyens de production et « l'économie planifiée » étaient présentées comme l'essence de la nouvelle société. En dépit des meilleures intentions, nombre de trotskistes ont aussi placé le point essentiel à ce niveau. **Il en résulta que l'idée de la propriété d'État est en soi progressiste**, qu'elle soit en soi socialiste est devenu largement partagé dans la gauche. Cela a contribué à des politiques centrées sur l'État où les idées de régulation étatique et de planification d'État ont été élevées à une position de premier plan dans la propagande socialiste. **Une des conséquences de ceci a été que la nature oppressive inhérente à l'État nation a été rarement attaquée.** En fait, à ce jour, beaucoup, dans la gauche, continuent à avancer de telles conceptions et semblent oublieux de l'hostilité de masse aux bureaucraties étatiques centralisées qui s'est développées – pour de bonnes raisons – dans les rangs de la classe ouvrière dans la majorité des parties du monde.

Ce qu'oublie ces politiques socialistes étatistes (que nous pouvons appeler le socialisme d'en haut) c'est que l'État nation s'est développé avec le développement du capitalisme par les classes bourgeoises qui cherchaient à intégrer le marché national par un système uniforme de lois et de taxes, une langue commune, un gouvernement unifié et une armée nationale pour défendre et avancer leurs prétentions contre les capitalistes « étrangers » (et d'écraser les révoltes domestiques lorsque cela est nécessaire). Ainsi a été perdu le sens propre de la forme démocratique inhérente à la démocratie bourgeoise (comme l'avait souligné *Marx* dans *La guerre civile en France*). Enfin, les versions étatistes du socialisme tendent à perdre de vue le

fait que les structures nationales et les institutions de l'État nation perpétuent la division du monde entre un « nous » (qui appartient à une nation donnée) et un « eux » (les étrangers, ceux du dehors). Les conséquences du socialisme étatique sont de renforcer le nationalisme aux dépens de l'internationalisme.

*Contrairement à ce que prétend McNally ce n'est pas le **socialisme** qui « mène au développement de nouveaux rapports de production basés sur des formes non aliénées de contrôle et d'autogestion de la production par la classe ouvrière » mais bien le **mode de production communiste**, qui ne peut s'imposer qu'après un long et considérable développement des forces productives sous le capitalisme libéral, totalitaire, ou socialiste. Incidemment, la classe ouvrière a alors vocation à disparaître (sous le communisme). La contradiction fondamentale d'un mode de production (quel qu'il soit) réside toujours dans le procès de production et non dans les rapports sociaux de production. Ainsi, ce qui disqualifie le mode de production capitaliste c'est que le capital productif ne parvient plus à se valoriser en assez grande quantité pour assurer sa reproduction élargie ce qui entraîne l'implosion des rapports sociaux de production, provoque des troubles sociaux, envenime les luttes de classe antagonistes jusqu'à l'insurrection et potentiellement la révolution. Il n'est pas du ressort des révolutionnaires prolétariens de créer les conditions objectives de la crise économique, politique, puis sociale, tout cela sera spontané, mécanique et incontrôlé. Ce qui sera du ressort des révolutionnaires prolétariens sera de stimuler et d'infléchir ce **mouvement populaire insurrectionnel spontané** jusqu'à lui faire*

*accomplir sa mission historique, détruire l'ancien mode de production capitaliste, pour ensuite transformer cette insurrection populaire en **révolution prolétarienne**, ce qui signifie construire le nouveau mode de production prolétarien-communiste. Ceci dit, le professeur McNally a raison de souligner qu'« Il en résulta chez les **socialistes** que l'idée de la propriété d'État est en soi progressiste (...) Une des conséquences de ceci a été que la nature oppressive inhérente à l'État nation a été rarement attaquée... » par la gauche réformiste nationaliste. NDLR.*

13. Cela nous amène au **troisième point** : la politique de l'espace. Les marxistes ont, curieusement, été indifférents aux questions de l'espace, spécialement en ce qui concerne les identités des peuples qui ont des points de référence spatiaux et géographiques. Même les mémoires personnelles invariablement ont des dimensions spatiales : nous nous pensons nous-mêmes comme étant nés à un certain endroit, ayant vécu, grandi, travaillé, être allé à l'école dans différents endroits, et ainsi de suite. Jusqu'à maintenant, pour la plus grande part de l'histoire de l'humanité, les rapports à l'espace n'avaient rien à voir avec l'appartenance à une nation. De fait, les gens appartenaient à des groupes ayant des espaces plus petits et plus grands. Mais le capitalisme a construit ce que *Benedict Anderson* a décrit comme des « *communautés imaginaires* ». Les nations sont ainsi, en partie, des constructions imaginaires, — organisées autour de symboles comme les drapeaux, les hymnes, les couleurs nationales, les mythes et des histoires en grande partie artificielles liées à des unités administratives nommées État nation. Nous n'avons besoin que d'observer un phénomène comme les Jeux olympiques

pour réaliser le pouvoir d'attraction des communautés imaginaires. Des millions de personnes qui n'ont jamais rencontré *Silken Laumann* ou *Donovan Bailey* agissent néanmoins comme s'ils étaient « leur chair et leur sang », se glorifiant de leurs victoires, se morfondant de leurs défaites. Je dis cela non parce que je pense que tout est inévitable en ce qui concerne les identifications nationales, au contraire. Mais sans la compréhension socialiste révolutionnaire que de telles identifications répondent à un besoin réel — le désir d'appartenir à une communauté avec d'autres, d'avoir des objectifs communs — nous sous-estimerons la nécessité pour les mouvements socialistes de masse dans l'avenir d'aider à développer des sentiments internationalistes d'une communauté qui est liée aux expériences locales et globales. Il ne suffira pas d'avoir une « *avant-garde* » qui pourra dire que le nationalisme est leur ennemi ; il sera nécessaire de favoriser de nouvelles expériences de l'espace basées sur des formes d'organisation qui créent de nouvelles solidarités et de nouvelles identifications, forgées dans la lutte commune, et qui va au-delà de l'État nation.

14. Et cela m'amène à mon **quatrième point** : la montée du nationalisme à l'âge de la globalisation. La globalisation économique se déchaîne ; aucune partie de la planète ou presque n'est épargnée par l'ascension considérable des entreprises transnationales et par les marchés financiers globaux. La plupart des États nations sont économiquement plus petits que les grandes entreprises transnationales et les marchés monétaires mondiaux déplacent des sommes tous les jours qui excèdent de beaucoup tout ce que possède une banque centrale quelconque (voir mon article « *La fin des États nations* », *New Socialist*, no. 3, mai-juin 1996). Ces entités économiques globales causent des ravages dans la

vie des peuples : les entreprises qui ferment, les communautés qui sont détruites, les services sociaux qui sont saccagés : des hôpitaux communautaires, des écoles, des bureaux de poste qui disparaissent, au nom de la globalisation. Dans de telles circonstances, le nationalisme devient le premier et le plus simple moyen pour comprendre et résister à ces forces. Rappelons-nous qu'un gouvernement national peut apparaître comme beaucoup plus proche et plus compréhensible que des transnationales ou le marché monétaire électronique et global centré sur le cyberspace. Mais demander à l'État national de « nous » protéger contre le capital global conduit inévitablement à voir le problème en termes nationaux. Les étrangers (et ce qui est étranger) deviennent l'ennemi de notre sécurité et de notre bien-être. Des politiciens dangereux et sans scrupules deviennent rapidement les adeptes nourrissant et manipulant de tels sentiments. Ainsi, les Travailleurs Unis de l'automobile se sont engagés dans le bannissement des autos japonaises, des jeunes sans-emplois en Allemagne ont tiré des bombes incendiaires contre des hôtels bondés de travailleurs immigrants d'origine turque, des gens de Californie ont soutenu les propositions contre les illégaux du Mexique, des canadiens-anglais ont dénoncé les Québécois cupides. Des Serbes, des Croates, des musulmans se sont opposés les uns les autres dans l'ex-Yougoslavie ; les Hutus et les Tutsis se sont affrontés dans des conflits sanglants au Rwanda et au Burundi – et la liste pourrait s'allonger.

Partant d'un mauvais diagnostic le professeur propose un mauvais remède. La « globalisation économique » n'est pas un spectre qui se déchaîne soudainement ni le fruit

d'une mauvaise politique « liberticide et néolibérale » dont l'État bourgeois « complice » pourrait protéger le prolétariat. L'État bourgeois n'est pas complice il est l'artisan de la globalisation et ne peut en aucun cas être la solution aux maux de l'économie capitaliste et encore moins de sa victime prolétarienne. La classe dominante et son État national ne contrôlent rien dans l'approfondissement de la crise du capitalisme. Qui est ce « nous » qu'utilise les réformistes ? Le « nous » citoyen – électeur – consommateur – collaborateur de l'État, transcendant les intérêts de classes. C'est contre ce type de réformisme petit-bourgeois que le prolétariat doit se prémunir. L'État national bourgeois remanié, crispé, dernier donjon retranché de la forteresse capitaliste déjantée, n'est pas le dernier refuge pour la classe prolétarienne révolutionnaire qui doit au contraire l'investir pour le détruire et non pas pour en faire son État « socialiste ». Nous savons que l'esprit de capitulation petit-bourgeois a déjà contaminé la mentalité des prolétaires désemparés, nous savons que les bureaucraties syndicales d'affaires, que les mercenaires de l'industrie des ONG et autres associations de la société civile stipendiée ont déjà lourdement sévi dans les rangs prolétariens et que la liste de leurs méfaits va s'allonger, néanmoins, le devoir des révolutionnaires prolétariens est de désigner sans relâche notre ennemi implacable, la classe capitaliste et son État bourgeois nationaliste – classe contre classe – car le prolétariat n'a pas de patrie tel est notre devise. NDLR.

Ce n'est pas un hasard, si dans cette période de restructuration féroce du capital, d'anciens et de nouveaux nationalismes relèvent la tête — et pour beaucoup d'entre

eux de façon virulente et violente. Rarement, nous n'avons entendu le cri du clairon des nationalismes anticolonialistes depuis les années 50 et 60, car la plupart d'entre eux ont été discrédités par leur échec à répondre aux espérances de développement. Et dans un contexte de rage et de désespoir, alors que la gauche et le mouvement ouvrier apparaissent affaiblis, les nationalismes ethniques de droite reprennent l'initiative politique. Mais, il n'y a rien là, encore une fois, d'inévitable.

Mais il serait imprudent de sous-estimer la montée du nationalisme dont nous sommes les témoins dans cette période de globalisation. Et nous devons nous rappeler que le besoin pour les socialistes de mettre de l'avant leurs positions internationalistes est peut-être plus urgent que jamais alors que la majorité de la gauche a adopté le nationalisme en 1914. Pour ce faire, nous aurons besoin des analyses de la tradition du socialisme international et de les développer davantage en rapport aux questions des politiques de l'espace, des États nation, de la globalisation économique et la critique de la forme de l'État nation bourgeoise à partir d'une perspective du socialisme d'en bas.

Quatrième partie : les questions nationales au Canada aujourd'hui.

15. Le Canada est un produit de l'expansion impérialiste des puissances européennes. Établi comme colonie de peuplement, le Canada a basé sa domination sur l'oppression et la domination des peuples autochtones et des habitants français qui avaient peuplé la Nouvelle France et d'autres parties du Canada conquis par les Britanniques en 1759. Le Canada a été formé sur l'oppression de ces

groupes : pour cette raison, les politiques canadiennes ont été modelées par deux luttes nationales principales : celles des peuples autochtones (ou les Premières nations) et celles des QuébécoisEs.

16. Parce que les peuples autochtones étaient économiquement marginaux, politiquement non-affranchis, et terriblement opprimés par des politiques d'apartheid de la Loi des Indiens, ils ont pris beaucoup de temps à trouver les leviers pour exercer des pressions politiques. C'est principalement au milieu de l'explosion de protestations sociales des années 60 et 70 que les mouvements autochtones politiquement organisés ont fait leur marque. Inspirés par des groupes comme le *Black Panther Party* et l'*American Indian Movement* des États-Unis, les militants autochtones ont commencé à mener des luttes plus militantes et plus coordonnées.¹⁶

Depuis les soulèvements de la fin des années 60 et du début des années 70, il y a eu des tentatives de professionnaliser le mouvement autochtone, pour en faire un mouvement de pression plus ordinaire. À l'avant-garde de ce glissement, il y a eu la direction de l'*Assemblée des Premières Nations*. L'AFN a centré son travail sur les changements constitutionnels, en particulier la tentative d'obtenir la reconnaissance du « *droit inhérent à l'autogouvernement* » pour les peuples autochtones inséré dans l'Acte constitutionnel (AANB). Il est essentiel que les socialistes soutiennent cette revendication. Étant donné que les peuples autochtones n'ont jamais accepté d'être gouvernés par l'État canadien, le droit inhérent à choisir quelle sera la forme de l'autogouvernement qu'ils désirent doit être reconnu et défendu.

De même, nous devons reconnaître que toute une couche de militants autochtones (beaucoup parmi eux étant la jeune génération des dirigeants de l'AFN) rejette l'insistance sur les changements constitutionnels et les réclamations territoriales par l'intermédiaire des Cours de justice ce qui domine le courant principal des politiques autochtones. Ces militantes ont été à l'avant-garde des formes d'actions directes de désobéissance civile comme les blocus des routes et des autoroutes et des occupations des terres ancestrales comme nous l'avons vu à *Oka*, *Gustafsen Lake* et *Ipperwash*. Il est essentiel que les socialistes, tout en défendant les revendications d'un groupe comme l'AFN, essaient aussi d'organiser la solidarité avec ces formes plus militantes des luttes autochtones. Nous devons rendre clair que nous soutenons l'auto-activité et l'auto-organisation militante des autochtones et que nous dénonçons les pratiques colonialistes de l'État canadien pour toutes les violences qui se produiront.

Il est peut-être essentiel que les « socialistes » soutiennent les aspirations à l'autonomie des chefs de tribus des Premières nations qui souhaitent administrer les cagnottes et les dons de charité, octroyés par les gouvernements aux bandes autochtones, dans le but d'obtenir leur adhésion à la spoliation des ressources des réserves, mais ce n'est pas un combat pour les prolétaires autochtones qui souhaitent plutôt concentrer leurs efforts sur le renversement du mode de production capitaliste de concert avec leurs camarades prolétaires canadiens. NDLR.

17. La question nationale qui domine la politique officielle au Canada est celle des Québécois. Cela a à voir avec le fait, qu'en voulant profiter du développement de l'agriculture et du commerce de la Nouvelle France et désirant que les fermiers français continuent à travailler leur terre, les colonisateurs britanniques n'étaient pas intéressés à expulser les gens de la colonie. Alors que les autochtones ont été de plus en plus poussés à la marge de la vie économique, les choses étaient plus compliquées pour les habitants français. D'abord, les Britanniques ont essayé de supprimer l'Église catholique et la langue française. Ils se sont rapidement rendu compte, cependant, qu'ils avaient besoin d'une alliance avec l'élite française — les seigneurs, le clergé et quelques capitalistes — s'ils voulaient gouverner la région réellement. Il en résulta l'enfermement de la Nouvelle France dans des rapports de domination coloniale par les autorités britanniques en place qui ont aussi fait des concessions : tolérance pour la langue française, l'Église catholique et le Code civil français. Quand le mouvement pour l'intégration des colonies britanniques d'Amérique du Nord eut lieu dans les années 1860, le Québec a obtenu une autre concession : la restauration de sa propre assemblée législative. Il en résultait qu'une entité politique a été créée (la province de Québec) où l'on retrouvait la deuxième plus importante population du pays, dont la vaste majorité était francophone – et où se trouvaient quelques-uns des plus importants centres agricoles, manufacturiers et commerciaux. Ce qui voulait dire que les griefs du Québec étaient habituellement négociés par une classe dominante parlant d'abord l'anglais.

Tant que les pressions nationalistes venant du Québec régulièrement (et cela est très frustrant pour eux en période de guerre) tant que l'Église catholique dominait la vie culturelle et politique, le nationalisme du Québec ne semblait pas particulièrement menaçant pour la classe dirigeante du Canada. Cela a changé dans les années 60 avec la montée d'une classe moyenne laïque et un nouveau mouvement ouvrier en rupture avec la domination de l'Église et l'apparition d'un nouveau mouvement nationaliste (qui s'est cristallisé finalement dans la création du Parti Québécois). La Révolution tranquille des années 60, la Crise d'octobre 1970 (dans lequel le gouvernement Trudeau a utilisé l'armée et la police pour écraser le Front de Libération du Québec), la grève générale militante de 1972 et l'élection d'un gouvernement du PQ sous la direction de René Lévesque en 1976, tout cela a amené à placer « la question du Québec » à l'avant-scène du débat politique. Et cela est resté ainsi pour une période d'une trentaine d'années. Cependant, l'obsession des politiciens fédéraux à résoudre la question du Québec a été exploitée par des politiciens de droite suggérant qu'au milieu des épreuves, les Québécois cherchaient à obtenir un traitement spécial.

18. D'abord, l'attitude des socialistes doit être claire, **Québec est une nation opprimée dans l'État canadien.** D'abord conquis par l'impérialisme britannique, l'État canadien continue à nier les droits démocratiques du Québec à déterminer son propre avenir. Les socialistes défendent le droit du Québec à l'autodétermination y compris le droit de sécession de la Confédération canadienne (ce qui ne signifie pas d'accepter le droit du gouvernement du Québec à nier le même droit aux nations autochtones). Mais à partir de là, les choses se compliquent.

Comme je l'ai souligné plus haut, il n'y a pas de règles générales ou de loi universelle qui disent aux socialistes s'ils doivent défendre ou s'opposer à la séparation ou à la sécession. Pour choisir, nous avons besoin d'une analyse concrète.

Fondamentalement, l'attitude socialiste doit ressembler à celle de *Marx* concernant l'Irlande. Si un mouvement ouvrier puissant, uni démontre la capacité d'aborder les problèmes de l'oppression nationale, alors la séparation nationale n'est pas nécessaire. *Marx* pensait que c'était le cas en Angleterre durant la période du Chartisme qui a culminé en 1848. Mais si le chauvinisme envers la nation opprimée devient un moyen continu de bloquer le développement de l'indépendance politique de classe de la classe ouvrière, alors il devient sensé de défendre l'indépendance comme une façon d'en finir avec l'antagonisme national que peuvent défendre des politiques de gauche.

Quoi qu'on dise au sujet du passé, je crois qu'un bon exemple peut être tiré des conséquences des débats sur la loi 101 et la loi 172 (les récentes lois linguistiques du Québec), sur les accords du *Lac Meech* et de *Charlottetown*, et de l'énorme hostilité qui a été générée dans tout le pays à l'idée de garantir la reconnaissance du Québec comme une « *société distincte* » ; le chauvinisme anti-québécois fonctionne de la même façon que le chauvinisme anti-Irlandais dans les années 1860 : une façon de lier les travailleurs anglophones avec leurs propres dirigeants et les traditions de l'État canadien. Toutes les tentatives de répondre aux revendications nationales du Québec rencontrent aussitôt une puissante opposition d'une partie considérable des gens ordinaires de langue anglaise. Au

milieu de ce tollé anti-Québec, l'identité nationale de la classe ouvrière unie derrière les traditions de l'État canadien s'est affirmée. Nous pouvons poser la question comme celle de défendre une « *nouvelle confédération libre et égalitaire* » ce que *Marx* proposait dans le cas de l'Angleterre et de l'Irlande, de façon à définir notre position sur cet enjeu.

Ce fut une erreur de la part de Marx que de proposer aux ouvriers de s'inviter dans une problématique nationaliste bourgeoise. Ceci démontre son inexpérience politique reflet de l'immaturation de la conscience de la classe ouvrière britannique au début du capitalisme industriel. Il n'est nullement du ressort du prolétariat de solutionner les problèmes constitutionnels, législatifs et parlementaires entre deux bourgeoisies nationalistes et entre deux États capitalistes en guerre. Le prolétariat le voudrait qu'il ne le pourrait pas, lui qui ne possède pour seule pouvoir et seule richesse que sa force de travail à vendre sans même l'opportunité de refuser. Le prolétariat britannique de ce temps comme le prolétariat canadien d'aujourd'hui ne doivent entretenir aucune illusion de cette nature, il n'y aura de nouvelle « confédération » des soviets réellement libres et égalitaires entre les prolétaires de la terre que le jour où la dictature du prolétariat s'imposera sous un mode de production communiste prolétarien. La superstructure légale repose sur l'infrastructure fondamentale, jamais l'inverse. Loin d'éloigner le prolétariat d'une nation, ou d'une autre fadaïses nationalistes, l'attitude opportuniste de la gauche socialo-nationaliste ne fait que semer la confusion et accréditer le mythe de l'oppression nationale et d'une possible « libération politique nationale » en

dehors d'une fondamentale émancipation économique de la classe prolétarienne. NDLR.

Je voudrais rendre clair à cette étape que ma suggestion que les socialistes devraient probablement défendre l'indépendance du Québec n'a rien à voir avec la pensée qu'un nouvel État du Québec serait en soi progressiste, ou que la lutte pour cela devrait inévitablement déclencher un mouvement social radical. Au contraire, contrairement aux camarades de *Gauche socialiste*, je pense qu'un Québec bourgeois indépendant réalisé sans soulèvement massif est une possibilité très réelle. Il en résulterait, un État du Québec indépendant avec des contrôles de l'immigration, des pratiques racistes et une hostilité envers les peuples autochtones ce qui me semble très possible. En fait, je pense que les camarades de *Gauche socialiste* se trompent lorsqu'ils suggèrent que les nationalistes bourgeois au Québec (comme *Lucien Bouchard*) ne veulent pas réellement d'un État indépendant et que les socialistes devraient essayer de les déborder en étant plus souverainistes que les « souverainistes ». Je pense, en fait, qu'une telle position court le risque de ne pas être suffisamment critique du nationalisme québécois et de l'État national comme forme politique.

Le professeur McNally résume parfaitement le point de vue de l'intelligentsia bourgeoise, de gauche comme de droite, à propos de la question nationale québécoise. Toutefois, le point de vue matérialiste dialectique du prolétariat révolutionnaire est très différent. Nous l'avons déjà

longuement expliqué, une nation n'est jamais opprimée, une nation n'est jamais opprimante. Sous le mode de production capitaliste, la classe sociale dominante exploite et opprime d'abord la classe aliénée de sa propre nation, et si cette classe capitaliste est à la tête d'une infrastructure industrielle, commerciale et d'affaires, multinationales, elle exploite et opprime aussi la classe prolétarienne des pays étrangers. La classe ouvrière canadienne ne tire aucun avantage de l'exploitation des prolétaires de la province de Québec, ou des prolétaires autochtones vivant sur les réserves ou hors réserves, et en ce sens on peut dire que cette classe ouvrière aliénée n'exploite pas les fractions québécoise ou autochtone de la classe prolétarienne internationale. De plus, la section québécoise de la classe capitaliste canadienne a obtenu tous les pouvoirs politiques et juridiques qui lui étaient requis pour assurer son épanouissement en tant que section de classe dominante au sein de l'ensemble fédéral canadien. Nous pouvons donc affirmer que la classe capitaliste québécoise n'est pas opprimée par la classe capitaliste canadienne dont elle fait partie et à laquelle elle a fourni plusieurs pantins politiques nationaux. L'émergence de milliardaires d'affaires du Québec sur la scène internationale en est une manifestation probante. Tout s'est joué lors des négociations de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (AANB). À cette occasion (1867), la bourgeoisie nationale québécoise en obtenant le contrôle de son propre appareil d'État bourgeois ainsi que l'opportunité de participer à la gouvernance de l'appareil d'État bourgeois canadien assurait ainsi son développement. Mieux, contrairement aux prétentions de la gauche et de la droite bourgeoise, le gouvernement du Québec a alors obtenu le droit de sécession (séparation – autodétermination – droit de disposer du prolétariat québécois). À preuve, le gouvernement nationaliste chauvin

du Québec a tenu deux référendums sur la question nationale (1980 et 1995) et s'il avait remporté l'un ou l'autre de ces référendums le Québec serait aujourd'hui un État capitaliste souverain assurant l'exploitation de la classe prolétarienne québécoise multiethnique et la spoliation du prolétariat d'autres pays. Le capital québécois en tant que segment du capital canadien a atteint le seuil de développement impérialiste de l'économie capitaliste. Comme partout ailleurs, la soi-disant lutte de « libération politique nationale du peuple québécois », sans libération économique du carcan capitaliste international, se serait soldée pour les ouvriers par la consolidation de la position de leurs geôliers québécois. La crise systémique de l'impérialisme international frapperait tout aussi durement le prolétariat québécois multiethnique que le prolétariat canadien multiethnique qui aurait tous les deux la mission historique internationaliste de renverser leur classe capitaliste et de détruire leur État respectif afin d'ériger le mode de production prolétarien-communiste. Les classes prolétariennes québécoise et canadienne ont refusé de jouer ce jeu nationaliste chauvin et à chaque référendum québécois ou canadien la classe ouvrière internationaliste a refusé de se laisser entraîner dans les pièges grossiers des capitalistes et de leurs affidés de la gauche embourgeoisée. Vraiment la classe prolétarienne canadienne n'a pas besoin d'une « avant-garde national-socialiste » d'arrière-garde. NDLR.

19. Un autre point doit être fait en ce qui concerne les questions nationales au Canada. La plupart des gens de la gauche qui s'adresse à ces sujets viennent d'une période où les immigrants et les peuples de couleur n'étaient pas

encore organisés politiquement. Souvent les socialistes ont parlé comme s'il existait une entité homogène appelée « English Canada » de façon qui semblait ne pas voir le caractère multiethnique et multiracial du pays. Il en a résulté, que le caractère systématiquement raciste de l'État canadien était sous-estimé ou ignoré. Cela doit être corrigé. Les socialistes ne doivent pas « privilégier » les questions autochtone ou québécoise d'une façon qui ignore l'oppression raciale des gens de couleur au Canada. Pour cette raison, un soutien conséquent à l'antiracisme doit aller de pair avec un soutien de principe aux droits des peuples autochtones et québécois à l'autodétermination.

20. Les questions nationales deviendront plus importantes dans la politique mondiale dans les années à venir. Les socialistes révolutionnaires ont l'obligation d'essayer de trouver les façons de faire face aux débats et aux crises qui en découleront. Ce ne sera pas toujours facile. Si on peut utiliser les contributions historiques des marxistes du passé pour guider nos analyses, nous devons rester sur nos gardes contre des réponses dogmatiques et simplistes qui échouent à rendre justice à la complexité des enjeux impliqués. Et en soutenant le droit des nations opprimées à déterminer leur futur, nous ne devons jamais perdre de vue qu'un des traits essentiels du **socialisme d'en bas**, c'est l'engagement pour une communauté mondiale sans État nation.

CHAPITRE 6

LÉNINISME OU MARXISME ? L'IMPÉRIALISME ET LA QUESTION NATIONALE ¹⁷

L'Ouvrier Communiste

Commentaire de Robert Bibeau, janvier 2017

Le journal *L'Ouvrier Communiste* a publié en octobre 1929 un article confrontant la position léniniste et la position que le journal attribue à *Rosa Luxemburg* (Junius). Nous croyons important de publier ce document crucial et de le commenter.

Au milieu du XIX^e siècle, Karl Marx avait défini le nationalisme dont s'affublait la bourgeoisie comme la solidarité de classe des exploités qui se tournait « *en dedans des frontières contre le prolétariat* » et « *au dehors des frontières contre la bourgeoisie des autres pays* ». Marx ajoutait que « *la fraternité* » engendrée par les rapports de production capitalistes entre les différentes nations bourgeoises ne serait guère plus fraternelle que celle engendrée parmi les différentes classes d'une même nation. Pour Marx, les phénomènes destructeurs induits par le

capitalisme dans un pays se reproduisent dans des proportions gigantesques à l'échelle internationale.¹⁸ S'en tenant à cette analyse présentée par Marx au tout début du capitalisme industriel, les gauches européennes en conclurent que ces contradictions entre les différentes bourgeoisies nationales poussaient les hobereaux dans le camp prolétarien, particulièrement ceux des pays coloniaux. Lénine, dans ses textes présente une synthèse de cette position adoptée par les bolchéviques. Malheureusement, la gauche n'a pas complété ses devoirs. D'abord, la paysannerie est un grand ennemi du mode de production communiste et une fanatique défenderesse du petit capitalisme agricole. Le capital connaît ces choses et avant d'exproprier le hobereau pour regrouper les parcelles, mécaniser et industrialiser l'agriculture, il commence par l'affamer avant de le prolétarianiser. Les bolchéviques d'Union soviétique n'ont pas su faire autrement. Le développement des moyens de production et conséquemment des besoins en matières premières, et en force productives et la nécessaire expansion des marchés a poussé le capital à s'affranchir des barrières douanières – des frontières nationales – bref, à s'extirper du cocon national qui devint une prison contre l'expansion capitaliste en phase impérialiste. Le développement du mode de production capitaliste a eu pour conséquence que toutes les bourgeoisies nationales ont été forcées de se regrouper en de vastes alliances capitalistes se répartissant le fruit de l'expropriation de la plus-value en fonction de l'investissement et de la prise de risque. Ce qui détermine l'appartenance d'une économie nationale à une alliance impérialiste ou à une autre est toujours le niveau d'interdépendance entre les économies constituant cette

alliance. La classe prolétarienne n'a aucune emprise sur ces alliances et ne doit jamais soutenir une alliance contre une autre.

Ainsi, les États-Unis ont été les plus grands preneurs de risques économiques et militaires, et ils ont été les premiers bénéficiaires de l'expansion impérialiste du mode de production capitaliste. C'est ce que n'a pas compris *Staline* quand il affirme « *Le capitalisme n'a à offrir aux peuples des pays dépendants coloniaux et semi-coloniaux que dépendance et arriération économique, exploitation forcenée, massacres interethniques, guerres et misère. Il va de soi qu'aucun pays impérialiste n'a intérêt à aider d'autres pays bourgeois à se doter d'une industrie et d'une agriculture autonomes de peur de contribuer à forger un concurrent. Toute aide au développement contient ainsi en germe son antithèse et vise à entraver un développement économique national véritablement indépendant* ». ¹⁹

Aujourd'hui, en référence aux vagues de délocalisation industrielle il est facile de contredire *Staline* et de démontrer que le capital n'a pas de patrie et qu'il migre d'un pays à un autre selon le taux de profit escompté. La comptabilité capitaliste ne s'établit plus en fonction des pays, mais en fonction des grands trusts internationaux. Ils s'épandent partout où ils peuvent s'investir pour extirper le précieux profit qui leur donne vie.

Si les bolchéviques et les partis communistes de la III^e Internationale ont soutenu les luttes politiques de soi-disant « libération nationale et pour le droit à l'autodétermination des peuples » ce fut parce que ces partis étaient sous l'emprise de la petite bourgeoisie nationaliste qui voulait s'emparer de la direction des luttes des masses paysannes

disposées à sacrifier leur vie pour s'approprier leurs moyens de production (la terre), ce qu'ils ont réussi dans plusieurs pays avec les conséquences que l'on connaît. Sans émancipation économique, pas d'émancipation politique, ni idéologique. Aujourd'hui, tout est à reprendre depuis le début avec d'un côté une riche expérience accumulée à l'occasion de ces révolutions « prolétariennes » manquées (qui n'en étaient pas en réalité) et de l'autre une confusion décuplée dans les rangs de la classe prolétarienne.

L'article des camarades de *l'Ouvrier Communiste*, paru en 1929, on doit le rappeler, démontre que l'idéologie prolétarienne révolutionnaire n'était pas morte même à cette époque de domination absolue du national bolchévisme. L'acuité, la profondeur et la justesse de leur analyse de classe à propos de la question nationale bourgeoise nous réconfortent sur les capacités de notre classe a toujours gardé le cap sur la révolution malgré la grande tourmente.

Robert Bibeau. Janvier 2017. Directeur.
<http://www.les7duquebec.com>

Voici l'article de *l'Ouvrier Communiste*

Le conflit actuel de la Chine avec la Russie et les menaces de guerre qui découlent de cet incident inter-impérialiste, comme d'ailleurs de tous ceux que nous apporte au jour le jour l'actualité, signalent la possibilité imminente d'une nouvelle guerre mondiale et nous imposent une attention renouvelée pour le problème que le

déclenchement et le développement de la guerre de 1914 avaient alors si brutalement placé devant la gauche marxiste de la 2^e Internationale.

Sur ce terrain, des différends très importants s'étaient manifestés entre les éléments Léninistes (réduits en l'espèce à *Lénine* et *Zinoviev* qui rédigeaient à eux seuls le *Socialdemokrat*) et la majorité de cette gauche (surtout composée des éléments d'Allemagne, de Pologne et de Hollande). Il n'est pas sans importance de constater l'isolement du bolchévisme russe dans sa position particulière sur la question nationale en face des autres courants. Ce n'est sans doute pas par un simple hasard que le bolchévisme ou léninisme se trouvait déjà sur ce terrain en contradiction avec l'idéologie prolétarienne occidentale.

Depuis trop longtemps ces divergences, d'une importance fondamentale pour le développement de la révolution internationale, ont été tenus sous le boisseau par les divers éléments de la 3^e Internationale. Tout comme les majoritaires, les soi-disant oppositionnels catalogués Léninistes, Trotskistes ou Bordiguistes ont toujours feint d'ignorer l'antagonisme des tendances Luxembourgistes et Bolcheviste. *Prometeo*, qui publiait dernièrement un article *d'Amédée Bordiga* sur la « *question nationale* » ne fait pas remarquer en quoi le contenu de cet article paraît s'écarter du Léninisme pour se rapprocher de Luxembourg. Il convient d'ajouter que *Bordiga* lui-même a contribué à maintenir dans l'ombre ces différends, qui existaient depuis une quinzaine d'années dans la gauche marxistes, en les voilant du **manteau de la discipline bolchévique**. C'est seulement dans sa conférence sur *Lénine* de 1924 qu'il fait une vague allusion à cette divergence et manifeste dans une

phrase diplomatique sa sympathie pour la tendance antiléviniste de la gauche marxiste dans la 2^o Internationale.

En fait, la mort de *Luxembourg* et l'exclusion des éléments gauchistes tels que les *Tribunistes* hollandais et le Parti Communiste-Ouvrier allemand (K.A.P.D.) hors de la 3^o Internationale, permirent au Léninisme de dominer incontesté la tactique du *Comintern* dans la question nationale aussi bien que dans toutes les autres questions.

Il faut donc d'abord mettre en évidence la position marxiste sur ce problème particulier, telle qu'elle ressort incontestablement des citations alléguées par *Zinoviev* et *Lénine* eux-mêmes. Dans *Contre le Courant* il est fait appel à l'opinion de *Marx* dans le *Manifeste Communiste* : « **les ouvriers n'ont pas de patrie** ». Reproduisons dans son intégralité le passage du manifeste où *Marx* et *Engels* exposent leur pensée sur la question de la patrie en rapport avec la classe ouvrière : « *Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par-là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qui y correspondent. Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation.* »

Lénine donne ici une interprétation exacte du texte de *Marx* en reconnaissant que la révolution socialiste ne peut pas vaincre dans les limites de l'ancienne patrie, qu'elle ne peut se conserver dans les frontières nationales, que son action commune, comme le dit justement *Marx*, dans les pays civilisés tout au moins, ont une des premières conditions de l'émancipation. Il est clair qu'ici *Karl Marx* implique chez les prolétaires avancés un sens élevé de l'internationalisme déjà avant la victoire révolutionnaire, et qu'il y voit une base pour le développement de la révolution. L'expression de nation appliquée à l'ensemble social que domine le prolétariat et qu'il identifie progressivement à lui-même est formelle comme le résidu vide de sens laissé par la bourgeoisie dans sa chute. Elle ne permet nullement d'affirmer que *Karl Marx* ait songé à l'existence distincte d'une « **patrie socialiste** » quelconque.

Il ressort clairement du reste que les limites nationales perdent leur signification économique et politique déjà sous le régime bourgeois et qu'elles sont destinées à une abolition complète par le développement du pouvoir prolétarien. Le développement ultérieur de l'économie capitaliste a montré à fond la justesse de cette thèse en réalisant l'unité universelle du marché des matières premières, des débouchés et des capitaux. La dernière guerre a achevé de démasquer le nationalisme comme une survivance ultraréactionnaire n'exprimant plus les intérêts d'une formation sociale autonome, mais servant de déguisement idéologique aux réalités impérialistes.

Les petits bourgeois de tout poil et l'aristocratie ouvrière des monopoles ne sont les véhicules du patriotisme que dans la mesure de leur assujettissement au grand capital

qui en fait ses pantins, alternant la comédie de la défense nationale avec celle du Wilsonnisme, du Locarnisme, etc. Les ouvriers n'ont aucune raison d'attachement aux démarcations nationales, ce qui est manifesté par l'internationalisme ouvrier ; il est évident que la base historique de ses luttes et de ses expériences révolutionnaires conduira le prolétariat à abolir les frontières dès qu'il aura réalisé la prise du pouvoir dans plus d'un pays. Le caractère ethnique des nationalités achève de perdre toute valeur, la fusion des éléments ethniques les plus disparates est depuis longtemps une banalité, et les frontières « naturelles » pas plus que les frontières ethniques ne résistent au courant de la civilisation.

Ainsi la thèse internationaliste du Marxisme ne prête à aucune méprise ; l'expression qui la résume : « *les ouvriers n'ont pas de patrie* » est d'une clarté irrévocable, marquant la division réelle entre le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien, le développement historique ultérieur a démasqué le caractère nettement bourgeois de l'idéologie patriotique et nationale. Et cependant *Lénine* n'a pas effacé complètement de sa conception « marxiste » l'influence de cette idéologie patriotique, que les éléments marxistes d'occident repoussaient entièrement.

Il est intéressant de remarquer que lorsque *Lénine* polémique avec les réformistes il assume les attitudes ultragauches tandis que lorsqu'il polémique avec les ultragauches il prend des attitudes réformistes. Cette position éclectique est généralisée chez lui dans toutes les questions. Les oscillations de son centrisme sont très bien caractérisées dans des ouvrages comme *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* d'une part et la *Maladie*

infantile du Communisme de l'autre. Dans le passage cité de *Contre le Courant* (page 18 du premier volume) Lénine polémique contre les réformistes et social-traîtres. Il devient purement internationaliste, il rappelle l'expression marxiste : « les ouvriers n'ont pas de patrie ».²⁰ Polémiquant contre le hollandais *Nieuwenhuis* et le comparant à *Gustave Hervé*, il affirme que ce dernier disait une bêtise : « Lorsque de cet axiome : « toute patrie n'est qu'une vache à lait pour les capitalistes » il tirait cette conclusion : « la monarchie allemande ou la République française, c'est tout un pour les socialistes ».

Lénine écrit « Lorsque dans sa résolution qu'il propose au congrès, Hervé déclare que pour le prolétariat il est « absolument indifférent » que le pays se trouve sous la domination de telle ou de telle bourgeoisie nationale, il formule et défend une absurdité, pire que celle de Nieuwenhuis. Il n'est pas du tout indifférent au prolétariat de pouvoir, par exemple, parler librement sa langue maternelle ou bien de subir une oppression nationale qui vient s'ajouter à l'exploitation de classe. Au lieu de tirer des prémisses qui annoncent le socialisme, cette déduction, que le prolétariat est la seule classe qui luttera jusqu'au bout, certainement contre toute oppression nationale, pour la complète égalité des droits des nations, pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, au lieu de cela, Hervé déclare que le prolétariat n'a pas à s'occuper de l'oppression nationale, qu'il ignore la question nationale en général ».

Naturellement *Lénine* adopte dans cette circonstance sa méthode préférée des analogies pour pouvoir refuser une théorie par la trahison d'un homme. Mais cela n'a pas beaucoup d'importance pour nous. Ce qui est le plus

important c'est le contenu de ce passage qui résume la théorie léniniste sur la question nationale. Et il prétend de tirer cette conception particulière à lui et aux bolchéviques des prémisses qui annoncent le socialisme !

Or il a déjà admis avec *Marx* que « *les ouvriers n'ont pas de patrie* » que la question nationale ne peut avoir aucun intérêt pour la classe ouvrière. *Marx* dit clairement qu'on ne peut leur ravir (aux prolétaires) ce qu'ils n'ont pas. Et pourtant de ce passage de *Lénine* ressort clairement qu'on peut ravir la patrie aux ouvriers, que celle-ci n'est pas seulement un privilège des classes dominantes, qu'elle est aussi un avantage des classes exploitées. En effet « *il n'est pas indifférent de subir une oppression nationale qui vient s'ajouter à l'exploitation de classe* ». Ici ressort clairement la contradiction entre la pensée marxiste et la pensée léniniste. Pour *Lénine* le prolétariat doit s'intéresser à la question nationale, il doit être contre toute oppression nationale, à savoir contre toute oppression de la patrie, que, selon *Marx* il n'a pas et on ne peut lui ravir. Pour *Lénine* le prolétariat est même le paladin de la défense nationale, car il représente la seule classe qui luttera jusqu'au bout, notamment contre toute oppression nationale.

Ce sont là sans doute les sources du national-bolchévisme. Et lorsqu'on aura bien réfléchi sur la signification de la pensée léniniste, on ne s'étonnera pas que *Boukharine* ait dit en 1923 : « *Le conflit entre France et Allemagne de 1923 n'est pas une simple répétition du conflit de 1914. Il a plutôt un caractère national. Par conséquent le P.C.A. devra dire clairement à la classe ouvrière d'Allemagne qu'elle seule peut défendre la nation allemande contre la bourgeoisie, qui vend les intérêts nationaux de son pays* ».

Et en effet, l'Allemagne n'était-elle pas dans l'esprit de la pensée léniniste un pays opprimé ? Cela ne souffre pas de doute. Des régions allemandes étaient opprimées par l'occupation française, il était du « devoir » des ouvriers allemands, de lutter jusqu'au bout pour la libération de ces régions ! Pour la libération de l'Allemagne de l'oppression de l'Entente. Tout le monde connaît bien les résultats de l'application de la tactique léniniste en 1923 en Allemagne.

Il ressort de cette expérience désastreuse que quand le prolétariat se met à défendre « sa patrie », « la nation opprimée » il atteint un seul résultat, c'est-à-dire de renforcer sa propre bourgeoisie. Mais il sera nécessaire de faire ressortir encore une contradiction très patente, qui existe dans les articles de *Contre le Courant* pour se rendre compte de la nature équivoque du National-bolchévisme. Dans l'article *Les maraudeurs* de Zinoviev (page 70 du premier volume) il est dit ceci : « *Tant que les états capitalistes existent, c'est-à-dire tant que la politique impérialiste mondiale domine la vie intérieure et extérieure des états, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes n'a ni en paix ni en guerre la moindre importance. Bien plus : dans l'actuel milieu impérialiste il n'y a pas de place pour une guerre de défense nationale et toute politique socialiste, qui fait abstraction de ce milieu historique et qui veut s'orienter de la base isolée d'un seul pays, est dès début bâti sur le sable.* »

Comme nous venons de constater, l'impérialisme a supprimé toute possibilité d'une guerre nationale dans le sens marxiste du mot et l'opinion de *Karl Marx* de 1871 a trouvé une base solide dans l'ultérieur développement de l'impérialisme capitaliste. Or dans le passage précité il

semblerait que le Léninisme se rapproche dans sa ligne générale de cette opinion. Mais il n'en est rien. Dans sa polémique contre les social-démocrates polonais *Lénine* développe ainsi sa pensée en contraste avec ces derniers : « *Évidemment les auteurs polonais posent la question de « la défense de la patrie » tout autrement que ne la pose notre parti. Nous repoussons la défense de la patrie dans la guerre impérialiste (...) Evidemment les auteurs des thèses polonaises repoussent la défense de la patrie d'une façon générale, c'est-à-dire même pour une guerre nationale, estimant peut-être que les guerres nationales, dans l'ère impérialiste, sont impossibles.* »

Il est patent que dans ce passage *Lénine* affirme que pour lui les guerre nationales ne sont pas encore finies et qu'il admet la défense de la patrie dans une guerre nationale. On voit clairement qu'ici même l'idéologie léniniste est en contradiction avec le marxisme et avec elle-même. Pour *Lénine* la réalité oscille entre deux pôles qui se nient réciproquement. D'une part il reconnaît la réalité terrible de la guerre impérialiste, qui tire son origine *apparente* d'un conflit national, de l'autre il s'attache désespérément à un nationalisme évincé, suranné, qu'il veut par force faire revivre. Et c'est par cela même qu'il cherche des exemples dans des insurrections nationales qui ont démasqué successivement leur caractère réactionnaire et qui n'ont apporté aucun avantage au mouvement révolutionnaire du prolétariat. *Lénine* affirme ceci : « *Les socialistes veulent utiliser pour leur révolution tous les mouvements nationaux qui se déclenchent contre l'impérialisme. Plus la lutte du prolétariat contre le front commun des impérialismes est à présent nette, plus le principe internationaliste devient essentiel qui dit : un*

peuple qui opprime d'autres peuples ne peut être libre lui-même ». ²¹

Dans sa polémique avec la brochure de *Junius* (page 154 du deuxième volume) la pensée de *Lénine* dans cette question se précise de plus en plus. Pour *Lénine* existe une ligne de démarcation nette entre les guerres nationales et les guerres impérialistes : « *Seul un sophiste (page 158) pourrait essayer d'effacer la différence entre une guerre impérialiste et une guerre nationale...* »

Et plus bas il affirme même la possibilité d'une grande guerre nationale : « *Si l'impérialisme hors d'Europe se maintenait aussi pendant une vingtaine d'années, sans laisser de place au socialisme, par exemple en raison d'une guerre américano-japonaise, alors serait possible une grande guerre nationale en Europe.* »

Junius (Luxembourg) soutient, en marxiste, cohérent, qu'il ne peut plus se faire de guerres nationales et *Lénine* s'écrie qu'il serait faux « *d'étendre l'appréciation de la guerre actuelle à toutes les guerres possibles sous l'impérialisme, d'oublier les mouvements nationaux qui peuvent se produire contre l'impérialisme* ». Et il ajoute que même une grande guerre nationale est possible ! Ici la contradiction entre sa pensée et la pensée Marxiste se fait de plus en plus aiguë, car pour *Zinoviev* lui-même la guerre de 1870-71 a fermé l'ère des grandes guerres nationales en Europe.

En vain, page 122-23 du même ouvrage *Lénine* essaie de se tirer d'affaire dans sa polémique contre les social-démocrates polonais, en ayant recours à la pensée d'*Engels* contenue dans l'ouvrage *Le Pô et le Rhin*. Sa contradiction

avec le Marxisme n'en est pas moins évidente. *Engels* croit que les frontières des grandes nations européennes furent déterminées dans le cours historique, qui réalisa l'absorption de plusieurs nations petites et non viables, intégrées plus en plus dans une grande par la langue et les sympathies des populations. Cette thèse d'*Engels* est déjà très faible du point de vue historique. Mais surtout *Lénine* est obligé de constater que le capitalisme réactionnaire, impérialiste, brise de plus en plus souvent ces frontières démocratiquement définies. Or il faut remarquer que la façon de voir l'influence du capitalisme dans le bouleversement des anciennes frontières qu'*Engels* considérerait comme « naturelles » ne répond pas du tout à l'idée maîtresse du Marxisme contenue dans le *Manifeste des Communistes* au passage précité : « *Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qui y correspondent.* »

Ce processus de disparition des démarcations nationales n'est pas considéré par *Marx* comme un phénomène réactionnaire, tel que le prétend *Lénine*. *Lénine* considère tout ce processus et la façon de l'envisager mise en pratique par les social-démocrates polonais, comme de « *l'économisme impérialiste* ». Voici ce qu'il en dit : « *Les vieux « économistes » ne laissant qu'une caricature du Marxisme, enseignaient aux ouvriers que « ce qui est de l'économie » importe seul aux Marxistes. Les nouveaux « économistes » pensent-ils que l'état démocratique du socialisme vainqueur existera sans frontière (dans le genre d'un complexe de sensation sans matière) ? Pensent-ils que*

*les frontières ne seront déterminées que par les besoins de production ? En réalité ces frontières seront déterminées démocratiquement, c'est-à-dire conformément à la volonté et aux sympathies de la population. Le capitalisme influe par la violence sur ces « sympathies » et par là ajoute de nouvelles difficultés à l'œuvre de rapprochement des nations ».*²²

Il y a là un contraste évident entre la pensée léniniste et la pensée Marxiste. Pour *Marx* la bourgeoisie, l'organisation économique du capitalisme font disparaître les frontières, éliminent les difficultés nationales, pour *Lénine* le capitalisme augmente ces difficultés. On pourra remarquer que la bourgeoisie était progressiste en 1848 et réactionnaire dans la phase impérialiste. Ce serait là une distinction qui ne servirait pas beaucoup, car l'essor de l'économie mondiale n'a pas cessé depuis lors, même à travers des crises formidables à déterminer un rapprochement de plus en plus intime entre les populations nationales, et parfois la fusion des éléments nationaux.

La pensée Léninienne ne se rend pas compte aussi du côté artificiel des soi-disant sentiments nationaux alimentés expressément par la bourgeoisie. Elle ne se rend pas compte que chez quelques couches de la population les sentiments chauvins sont un simple résultat de leurs conditions économiques. Qu'aujourd'hui l'amour de la patrie est relégué dans ces couches, que nous avons déjà désignée plus haut.

La pensée léniniste nous apparaît ici comme un anachronisme historique, un retour en arrière. Il veut réaliser l'unité des peuples en revenant sur une base historique, que le marxisme considérait en 1848 déjà

comme en voie de disparition. La pensée Léninienne sur ce terrain bien ignoré des militants communistes occidentaux peut être définie carrément comme réactionnaire.

Au lieu de combattre des sentiments nationaux, que la bourgeoisie a tout l'intérêt de maintenir en vie, elle les encourage, les légitime, en fait une base morale de développement du socialisme. Personne ne doutera pas un moment, en lisant la polémique de *Lénine* contre *Junius* que le sophisme est de son côté. En effet quel est le seul argument qu'il peut ajouter contre la *Luxembourg* ? Le prétexte subtil que la dialectique peut glisser dans le sophisme. Et il fait pour cela appel à la dialectique des Grecs qui n'a rien à faire avec la dialectique matérialiste, qui n'est pas une méthode en dehors de la réalité, mais une méthode dans la réalité elle-même. Car cette guerre nationale (la petite *Serbie* qui se révolte contre la grande *Autriche*) s'était transformée en la guerre impérialiste non pas dans l'abstraction, mais dans la réalité. Elle a prouvé clairement que le sophisme était sur le terrain des guerres et questions nationales du côté de *Lénine*.

Mais avant de passer en revue les évènements historiques qui sont venus confirmer ce jugement il ne sera pas mal de fixer d'une façon plus claire la pensée de Lénine par une citation qui ne peut donner lieu à aucune contestation dans son contenu. Dans l'article contre la brochure de *Junius* (page 158, deuxième volume) *Lénine affirme nettement sa foi dans les guerres nationales et étend sa théorie à la question coloniale* : « *Des guerres nationales – dit-il – ne sont pas seulement probables, elles sont inévitables, à une époque d'impérialisme, du côté des colonies et des semi-colonies. Dans les colonies et semi-colonies (Chine, Turquie, Perse) il existe des populations*

atteignant au total jusqu'à un milliard d'hommes, c'est-à-dire plus de la moitié de la population du globe. Les mouvements nationaux émancipateurs, de ce côté, sont ou déjà très forts, ou en croissance et, en maturations. La continuation de la politique nationale émancipatrice des colonies sera forcément dans des guerres nationales qu'elles engageront contre l'impérialisme. Des guerres de ce genre peuvent amener une guerre des grandes puissances impérialistes d'aujourd'hui, mais elles peuvent aussi ne rien amener, cela dépendra de nombreuses circonstances. »

Nous avons remarqué jusqu'à présent les contradictions entre le Marxisme et le Léninisme sur le terrain de la question nationale. Nous avons fait remarquer le contraste net entre le thèse national-bolchévique du Léninisme et l'internationalisme marxiste des gauchistes allemands, des Polonais et des Hollandais. Ceux qui auront lu ou liront l'article *Le communisme et la question nationale* de Bordiga sur *Prometeo* du 15 septembre 1929 remarqueront que ce contraste (tout en étant caché) existait aussi entre la pensée de gauche italienne et la pensée léniniste.

Il ne s'agit pas là d'un pur hasard. Le Léninisme anti-marxiste cachait sur le terrain de la question nationale une profonde différence de conditions objectives entre la Russie et les autres pays européens. **Les bases objectives de la prochaine révolution russe n'étaient pas purement socialistes et dans la pensée léniniste se produisait cette étrange contamination d'éléments prolétariens et bourgeois qui se heurtaient contre la pensée nettement ouvrière de l'occident.** Les conditions objectives russes se

reflétaient déjà dans leur contraste dans la pensée du futur chef de la Révolution d'octobre.

Ces considérations, qui ont pourtant leur base théorique, dans la conception du matérialisme historique et qui contiennent le jugement de la conception nationale du Léninisme, ne sauraient pas suffire, si elles ne s'étaient pas sur la banqueroute historique du national-bolchévisme. Beaucoup de militants communistes ont cru jusqu'à présent que la tactique appliquée par le Léninisme, le Boukharisme et le Stalinisme n'avaient rien à faire avec le Léninisme, ils ont pensé que ces lignes tactiques de l'Internationale Communiste était une dégénérescence de la ligne pure du Bolchévisme. Cela a été dû aussi à l'attitude diplomatique de quelques opposants gauchistes, qui comme nous l'avons déjà fait remarquer au début de cet article, ont caché des différends sérieux avec le Léninisme, en faisant appel à la dégénérescence du bolchévisme. Les nuances zinovieviste, boukhariniste, staliniste et même trotskiste ne se détachent en rien du national-bolchévisme authentiquement léniniste.

C'est pour cela que nous avons été obligés d'avoir recours à de nombreuses citations de Lénine pour que les ouvriers communistes non fanatisés, qui lisent et réfléchissent, puissent comprendre que **le national-bolchévisme a une source unique qui est dans le Léninisme.**

Mais passons donc à l'analyse du processus historique ultérieur à la fondation théorique du national-léninisme pour constater la nature anti-prolétarienne et sa banqueroute définitive.

Nous avons déjà vu que *Lénine* en contraste avec la thèse Marxiste de 1871, envisageait la possibilité d'une grande guerre nationale en Europe, nous avons vu que *Lénine estimait du devoir du prolétariat de défendre la nation opprimée*. Pour les Léninistes en 1923, dans la période de l'occupation et de la guerre économique de la Ruhr, l'Allemagne faisait une guerre nationale. Ils affirmaient qu'à la suite du traité de Versailles l'Allemagne était devenue une nation opprimée. C'est pour cela que *Boukharine* dans la citation déjà alléguée estimait que le prolétariat allemand devait défendre la nation. *Zinoviev* dans la *Rote Fahne* du 17 juin 1923 affirmait que les communistes sont les vrais défenseurs du pays, du peuple et de la nation. *Boukharine* et *Zinoviev* étaient alors des léninistes, des bolchéviques purs. *Lénine* dans *Contre le Courant* n'avait-il pas prévu la « grande guerre nationale » ? Certes *Zinoviev* oubliait son article des *Maraudeurs*, mais *Lénine* n'avait-il pas oublié en 1916 ses considérations de 1914 contre les réformistes ? *Radek*, exaltant *Schlageter* et polémiquant à l'amiable sur la *Rote Fahne* avec le fasciste *Réventlow* était lui aussi un Léniniste conséquent, car il songeait à défendre l'Allemagne opprimée contre l'impérialisme de l'Entente et la bourgeoisie allemande traîtresse. Certes la *Ruth Fischer* dépassait un peu les limites du Léninisme, quand elle procédait devant les étudiants racistes à sa justification de l'antisémitisme fasciste pour sauver la patrie opprimée, mais ce n'était là qu'un écart de conduite dû à un tempérament excessif. Rien que de léniniste chez *Paul Frælich* lorsqu'il écrivait dans la *Rote Fahne* du 3 août 1923 : « *Il n'est pas vrai que nous autres communistes avons été pendant la guerre des antinationaux. Nous étions contre la guerre, non parce que nous étions des anti-allemands, mais parce que la guerre ne servait que les*

intérêts du capitalisme... par cela même nous ne nions pas la défense nationale là où elle est mise à l'ordre du jour ! »

Lénine a dit qu'il repoussait la défense de la patrie dans une guerre impérialiste, mais non pas d'une façon générale ? Nous voyons clairement que ni *Zinoviev*, ni *Boukharine*, ni *Radek*, ni *Frœlich* ne trahissait le Léninisme dans leur stratégie de 1923. C'était le Léninisme seul qui tuait la révolution allemande, c'était le national-bolchévisme qui, en prétendant sauver la nation contre la bourgeoisie allemande, sauvait la bourgeoisie contre le prolétariat allemand. On éloignait l'attention du prolétariat de son objectif principal : la lutte contre le capitalisme international, par suite on détachait ainsi les sans-patrie allemands des sans-patrie des autres nations, en bavardant d'oppression nationale, de trahison nationale de la bourgeoisie allemande et autres chansons petites bourgeoises. Quels ont été les résultats de l'application conséquente de la tactique nationale léniniste dans le 23 allemand ? Que le prolétariat a été battu, que la bourgeoisie allemande s'est renforcée tellement que *Boukharine* au VI^o Congrès de *l'Internationale Communiste* s'est vu forcé de nous révéler la résurrection de l'impérialisme allemand !

C'est ainsi que l'idéologie nationale Léninienne au moins pour ce qui regarde la « grande guerre nationale européenne » a trouvé son tombeau dans le 23 allemand. Et derrière ce tombeau apparaît l'image sanglante de l'auteur de la brochure de *Junius* qui crie : « Il n'y a plus de guerre nationale sous l'impérialisme capitaliste ».

Mais si la grande guerre nationale européenne a trouvé son tombeau dans le 23 allemand, les petites guerres nationales des colonies et semi-colonies (Turquie, Perse et

Chine) sont aussi mortes dans le marais de la réaction impérialiste. Elles aussi n'ont pu se soustraire à l'influence du milieu historique dominé par le capitalisme. L'histoire des guerres nationales chinoise et turque, est l'histoire très connue de *Kémal Pacha* et de *Chang-Kai-Chek*. Ce sont là deux sanglantes tragédies où le prolétariat et les communistes turcs et chinois ont joué le rôle de la victime. La Russie de *Lénine*, du bolchévisme, de l'édification socialiste a donné les armes pour ces guerres nationales à *Chang-Kai-Chek* et à *Kémal Pacha* ; ces derniers immédiatement entraînés dans le cercle de la politique impérialiste ont fait avec les impérialistes le front unique contre le prolétariat, ils ont tourné les armes que la Russie leur a fournies contre le prolétariat et les communistes. Et pourtant on a appliqué dans ces circonstances la pure tactique léniniste, quoiqu'en disent *Trotsky* et ses suiveurs. On a dit au prolétariat chinois, au prolétariat turc de défendre sa patrie opprimée par les impérialistes et les agents des impérialistes ; on a proclamé la croisade des nations opprimées contre l'impérialisme. *Lénine* même n'avait-il aussi préconisé l'utilisation du front unique des nations opprimées contre l'impérialisme ? On ne peut certainement prétendre que la lutte pour la défense de la nation opprimée pouvait se concilier avec l'intérêt révolutionnaire des ouvriers, car la lutte du prolétariat contre le capitalisme et l'impérialisme international est la lutte contre sa propre bourgeoisie, non au nom de sa nation, mais au nom du prolétariat international. Ce qu'importait le plus en Chine pour le prolétariat chinois et international était l'entrée de la classe ouvrière chinoise dans la lutte révolutionnaire prolétarienne et non dans la lutte nationale, qui était réactionnaire dans son essence, qui ne pouvait mener dans aucun cas à l'émancipation nationale de la Chine, mais dans tous les cas à la liaison de la bourgeoisie

chinoise avec l'impérialisme. Peut-on appeler aujourd'hui guerres nationales, des conflits qui ne peuvent pas se soustraire au milieu historique de l'impérialisme ? Non, évidemment ? Aussi, l'idéologie des guerres nationales, de la patrie non capitaliste, non-impérialiste a échoué complètement dans des défaites terribles et dans une mer de sang prolétarien. Et la sainte croisade des nations opprimées contre l'impérialisme oppresseur se transforme en une liaison des bourgeoisies indigènes et contre le prolétariat mondial. Si en Chine et en Turquie la légende de la guerre nationale s'est résolue en une tragédie, en Afghanistan et en Perse elle est morte sous les risées de l'histoire dans la farce *d'Amanoullah*.

Les colonies elles-mêmes, l'Égypte, l'Inde, ces pays qui englobent millions d'hommes et que *Lénine* espérait de déchaîner dans leur feu national contre l'impérialisme du colosse capitaliste, ne nous permettent pas une guerre nationale. Car dans les Swaraj, le Wafd, etc. la bourgeoisie indigène a déjà perdu son agressivité nationale, et elle cherche le compromis, l'alliance soumise avec le colosse impérialiste. Et pourtant les Léninistes acharnés préparent encore de nouvelles croisades nationalistes c'est-à-dire des nouveaux massacres de prolétaires coloniaux au lieu de préparer la révolution socialiste par le développement de la conscience du prolétariat des mêmes pays.

Quelles conclusions peut-on tirer de cette analyse de pensées et de faits sur la question nationale ?

Qu'il n'existe pas de question nationale pour le prolétariat, que les ouvriers ne peuvent tirer aucun avantage de l'existence pour eux d'une patrie et qu'ils n'ont pas à s'occuper d'oppressions nationales, de droit

des nations à disposer d'elles-mêmes. Le prolétariat développe son mouvement, fait sa révolution comme classe et non comme nation. Aussitôt après la victoire du prolétariat dans plusieurs nations, les frontières ne peuvent que disparaître. La thèse léniniste de l'autonomie nationale des états socialistes est un non-sens. Lénine affirme que tant que l'état existe, la nation demeure une nécessité. Or la nation n'est qu'un produit de l'état bourgeois et non pas de l'état prolétarien. Les états prolétariens ne peuvent que tendre à s'unifier et à supprimer les frontières. Bien mieux : le socialisme en tant qu'ordre économique et social ne peut se réaliser que sur la base de la disparition totale des frontières. La suppression des différences économiques nationales ne peut se réaliser sans la suppression des limites nationales qui sont d'ailleurs artificielles et conventionnelles. La dictature prolétarienne, l'état ouvrier, qui n'est pas l'état bourgeois ne peut avoir qu'un caractère universel et non pas national, démocratiquement unitaire et non pas fédératif. Les communistes marxistes n'ont pas à édifier les Etats Unis d'Europe ou du monde, leur but est la République universelle des conseils ouvriers.

Les communistes marxistes doivent propager par conséquent parmi les larges masses ouvrières la haine de la patrie, qui est un moyen pour le capitalisme de semer la division entre les prolétaires des différents pays. Ils doivent préconiser parmi les larges masses ouvrières la nécessité de la fraternisation, de l'union internationale de tous les prolétaires dans tous les pays. Ils doivent combattre avec acharnement non pas seulement toutes les tendances chauvines, fascistes ou social-démocrates, qui empoisonnent même les milieux ouvriers, mais aussi toutes les tendances masquées, qui essaieraient de donner une base quelconque à l'idéal national. Ils doivent combattre contre

la légende des guerres nationales, **la légende des croisades populaires anti-impérialistes**. Ils doivent ancrer en utilisant l'expérience historique, au plus profond des masses prolétariennes la foi dans la victoire du socialisme, *rien que sur des bases purement classistes, purement internationalistes*.

Il faudra par conséquent porter tous nos efforts sur la renaissance du véritable internationalisme marxiste, dans lequel les social-réformistes et les national-bolchévistes ont semé la confusion.

Nous savons bien que notre propagande ne peut à elle seule réaliser cet effort de ramener parmi les masses l'internationalisme et de le développer jusqu'à un degré inconnu jusqu'à présent. Nous savons que notre propagande, tout en étant nécessaire, n'aura pas la moindre influence, si les développements ultérieurs du processus historique ne se chargeaient de la confirmer. Mais nous savons aussi que ces développements ne peuvent que pousser le prolétariat vers les positions que les véritables internationalistes n'ont jamais trahis, que *Rosa Luxembourg* a conservé jusqu'à la mort.

NOTES

1. Robert Bibeau (2016) *Question nationale et révolution prolétarienne*. Url <http://les7duquebec.com/7-au-front/question-nationale-et-revolution-proletarienne>
2. Robert Bibeau (2016) *Les mystères aurifères enfin dévoilés*. Url <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/les-mysteres-aurifaires-enfin-reveles/> Accords de Bretton Woods. Url <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/le-troisieme-stade-de-la-crise-systemique-mondiale/>
3. Droits de tirages spéciaux. Url <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs-invites/mort-et-resurrection-du-veau-dor-americain/>
4. Marx à S. Meyer et A. Vogt, in *Marx-Engels, Correspondances*. Url <https://www.marxists.org/francais/marx/correspondance.htm>
5. Robert Bibeau (13.10.2014) *États-Unis – Chine, la grande confrontation*. Url <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/etats-unis-chine-la-grande-confrontation/> Robert Bibeau (10.07.2016) *Alliance de Shanghai contre Union européenne*. Url <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/alliance-de-shanghai-contre-union-europeenne/>
6. Conférence de Bandung. Wikipédia. Url https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9rence_de_Bandung
7. Luniterre (21.07.2016) *Polémique avec Robert Bibeau*. Url

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2016/07/22/un-nouvel-echange-polemique-avec-robert-bibeau/>

8. Robert Bibeau (8.07.2016) *Fergusson, Minneapolis, Dallas, même prolétariat, même combat*. Url

<http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs-invites/ferguson-minneapolis-dallas-proletariat-meme-combat/>

9. Robert Bibeau (8.07.2016) *Ferguson, Minneapolis, Dallas, même prolétariat même combat*. Url

<http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs-invites/ferguson-minneapolis-dallas-proletariat-meme-combat/>

10. Pierre Souyri (1979) *Notes de lecture*. Nous avons utilisé la version du texte publié sur le blogue *Spartacus* le 20.07.2016. Url

<http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2016/07/20/34091094.html>. Les Notes de lecture de Pierre Souyri

portent sur le volume de Georges Haupt, Michel Lowy, Claudie Weill. *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*. Paris, Maspero. 1974. 391 p. *Notes de lecture* de Pierre Souyri publiées dans les *Annales* en juillet-août 1979. Le livre a été réédité par L'Harmattan, Paris, en 1997.

11. Paul Mattick (1959) *Nationalisme et socialisme*.

Publié en anglais dans *The American Socialist* en septembre 1959, en français dans *Front Noir* (février 1965) et dans *ICO* n° 99 (novembre 1970).

12. David McNally (1996) *Marxisme, nationalisme et luttes nationales aujourd'hui*. Document de discussion du New Socialist Group. Traduction de l'anglais par *La Gauche*. Notes non publiées.

13. Cité dans James M. Blount. *The National Question : Decolonising the Theory of Nationalism*. Page 67.

14. Lénine. *Œuvres choisies*. Vol. 1. Éditions de Moscou. Page 409.
15. Socialist Workers Party (1974) *La dynamique de la révolution mondiale aujourd'hui*. SWP. Page 137.
16. New Socialist (1996) *Red Power, une entrevue avec Howard Adams*. *New Socialist*. No.2. Mars-Avril 1996.
17. L'Ouvrier Communiste, n°2/3. Octobre 1929. *Léninisme ou marxisme ? L'impérialisme et la question nationale*.
 Url <https://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1929-10-leninisme-ou-marxisme-imperialisme-et-la-question-nationale-goc/>
18. Karl Marx (1848) *À propos du système national de l'économie politique de Friedrich List. Discours sur le libre-échange*.
19. Staline (1913) *Le marxisme et la question nationale et coloniale*. Url
<http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2016/07/20/34091094.html>
20. Lénine. Zinoviev (1914-1915) *Contre le courant*. Traduit par V. Serge et Parijanne. Page 213. Url
<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k96333462>
21. Lénine. Zinoviev (1914-1915) *Contre le courant*. Traduit par V. Serge et Parijanne. Page 139. Url
<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k96333462>
22. Les « économistes » formaient une tendance de la social-démocratie russe accordant une importance absolue à la lutte pour les revendications économiques partielles.

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	7
Préface	9
Chapitre 1	
Question nationale et révolution prolétarienne	13
Nation et État-nation deux étendards de la gauche bourgeoise	13
Apogée et déclin de l'impérialisme américain	15
Réformes ou révolution ?	17
<i>Marx</i> a écrit	19
Libération nationale ou libération prolétarienne ?	23
Chapitre 2	
Ferguson, Minneapolis, Dallas, même combat	25
Chapitre 3	
Les marxistes et la question nationale	29
Chapitre 4	
Nationalisme et socialisme	43
Chapitre 5	
Marxisme, nationalisme et luttes nationales aujourd'hui	63
Première partie : le défi du nationalisme au marxisme	63
Deuxième partie : la question nationale de <i>Marx</i> à <i>Trotsky</i> .	67
Troisième partie : les problèmes de la théorie marxiste du nationalisme.	90
Quatrième partie : les questions nationales au Canada aujourd'hui	102
Chapitre 6	
Léninisme ou marxisme ? L'impérialisme et la question nationale	113
Notes	137

Page 4 de couverture

En cette époque impérialiste moderne il faut revoir la politique prolétarienne sur la question nationale afin de la replacer dans une perspective de lutte de classe. Depuis Lénine et les bolchéviques, la gauche a oublié que le prolétariat n'a pas de patrie et que les luttes de libération nationale bourgeoises n'entraîneront jamais le combat révolutionnaire des prolétaires pour ériger le mode de production communiste.

Afin de le démontrer, Robert Bibeau, éditeur du webmagazine *Les7duquebec*, présente et commente six textes d'auteurs marxistes qui affichent un point de vue original sur la question nationale et sur la lutte pour le « droit des peuples à l'autodétermination » sous l'impérialisme moribond.

Bio

Robert Bibeau fut militant dans des groupes de gauche dans les années 1970-80, puis militant syndical dans les années 1990. Il est aujourd'hui éditeur du webmagazine international <http://www.les7duquebec.com>. Robert Bibeau est l'auteur des volumes : *Le « projet » de Fatima* (2012), L'Harmattan, Paris. *Manifeste du parti ouvrier* (2014), Publibook, Paris. Et *Narcissisme, névrose d'une époque* (2015), Publibook, Paris.